



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE  
DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2010**



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Générale des Etudes Economiques et de la Monnaie**

Direction de la Recherche et de la Statistique  
Service de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2010**



## SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES, DES TABLEAUX ET DES ENCADRES .....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	4
AVANT-PROPOS.....	5
PRINCIPAUX MESSAGES.....	6
I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2010.....	7
1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE.....	8
II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE .....	11
2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
2.1.1 - Balance commerciale.....	14
2.1.2 - Balance des services .....	18
2.1.3 - Revenus nets .....	19
2.1.4 – Balance des transferts courants .....	19
2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	20
2.2.1 - Compte de capital .....	20
2.2.2 - Compte d'opérations financières.....	21
III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA.....	23
3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS .....	23
3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES.....	26
3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES .....	27
CONCLUSION.....	29
LISTE DES ANNEXES.....	30

	<b>LISTE DES GRAPHIQUES, DES TABLEAUX ET DES ENCADRES</b>	<i>Page</i>
<b>GRAPHIQUES</b>		
Graphique 1a	Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés	9
Graphique 1b	Evolution des productions du secteur minier	10
Graphique 2	Soldes caractéristiques de la balance des paiements	12
Graphique 3	Evolution du cours de l'or sur le marché international	15
Graphique 4	Evolution de la part des principaux produits exportés	16
Graphique 5	Evolution de la part des principaux produits importés	17
Graphique 6	Evolution des services nets	18
Graphique 7	Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA	20
Graphique 8	Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement	22
Graphique 9	Evolution du commerce intra-régional entre 2001 et 2010	24
Graphique 10	Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2009 et 2010	26
<b>TABLEAUX</b>		
Tableau 1	Evolution des exportations d'or de l'Union en quantité	15
Tableau 2	Structure des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2010	25
Tableau 3	Structure des flux touristiques intra-UEMOA en 2010	26
Tableau 4	Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010	27
<b>ENCADRES</b>		
Encadré 1	Traits marquants de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA en 2010	13
Encadré 2	Evolution des exportations d'or de l'Union	15
Encadré 3	Allègement de la dette extérieure publique de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Togo dans le cadre de l'Initiative PPTE	21
Encadré 4	Evaluation des IDE intra-UEMOA	28

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
Cellule sous-régionale	Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA
CENSAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
DTS	Droit de Tirage Spécial
FOB	Franco on Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
MBDP	Manuel de la Balance des Paiements
OCI	Organisation de la Conférence Islamique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

B	Bénin
BF	Burkina Faso
CI	Côte d'Ivoire
GB	Guinée-Bissau
M	Mali
N	Niger
S	Sénégal
T	Togo

## **AVANT-PROPOS**

La balance des paiements régionale, établie à partir des balances des paiements des Etats membres, en neutralisant les échanges commerciaux et financiers intra-communautaires, est un outil d'aide à la décision en matière de politique économique et monétaire, à la disposition des Autorités de l'Union. Elle permet de mieux appréhender les performances globales de l'Union en matière de paiements extérieurs.

Outre les informations recueillies par les pays pour la confection de leurs comptes extérieurs respectifs, l'élaboration de la balance des paiements régionale s'est appuyée sur les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Les travaux de la Cellule ont permis de consolider les acquis des précédentes réunions et d'élargir les travaux de réconciliation à d'autres rubriques de la balance des paiements, en plus du commerce des biens. Les corrections des asymétries apportées sur les statistiques du commerce extérieur des Etats membres, les voyages, les transferts de fonds des travailleurs migrants, les investissements directs étrangers, ainsi que l'évaluation des échanges transfrontaliers non contrôlés effectuées au cours de la réunion de cette Cellule, tenue en septembre 2011, ont permis d'élaborer la matrice des échanges intra-communautaires au titre de l'année 2010.

## RESUME

- *L'évolution des transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2010 a été moins favorable qu'au cours de l'année précédente, nonobstant la baisse du solde négatif des transactions courantes.*
- *Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA se sont soldées en 2010 par un excédent global de 139,5 milliards, en repli de 255,0 milliards par rapport à son niveau de 2009, du fait de la détérioration du compte des transactions courantes, dont les effets ont été compensés par l'augmentation des flux de financement extérieur.*
- *Le déficit du compte courant s'est creusé de 438,9 milliards pour se situer à 1.676,8 milliards en 2010. Hors dons, rapporté au PIB, ce déficit est passé de 6,2% du PIB en 2009 à 6,8% en 2010. Cette dégradation du compte courant est principalement imputable à celle du solde des échanges de services et des revenus nets.*
- *Le déficit de la balance commerciale s'est réduit pour ressortir à 479,2 milliards, en raison de la hausse des exportations plus importante que celle des importations. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est ainsi situé à 94,8% en 2010 contre 91,9% l'année précédente.*
- *La croissance des exportations est, pour sa part, attribuable à l'évolution favorable des cours des produits exportés, notamment le pétrole, le cacao, l'or et le coton.*
- *Les importations ont enregistré une progression de 20,6%, en liaison avec le renchérissement de leurs principales composantes, particulièrement les produits pétroliers, ainsi que les biens d'équipement et intermédiaires.*
- *La dégradation du solde du compte courant a été, toutefois, atténuée par la progression des transferts courants privés, notamment la hausse des flux de fonds reçus des travailleurs migrants.*
- *Le déficit du compte courant a été financé essentiellement par les entrées de capitaux publics et les investissements directs étrangers pour un montant de 2.192,3 milliards en 2010, en hausse de 20,8% par rapport à 2009.*
- *Les investissements directs ont connu une hausse en 2010, par rapport à 2009, en liaison avec la poursuite des investissements dans les secteurs minier et pétrolier au Niger. Les investissements directs enregistrés en 2010 sont destinés principalement aux secteurs des mines, des banques et des télécommunications.*
- *Les échanges intra-communautaires de biens sont demeurés sur une tendance haussière. Leur part dans les exportations totales de l'Union a baissé en passant de 16,1% en 2009 à 15,7% en 2010, du fait de l'augmentation des transactions sur les produits échangés avec des pays situés en dehors de l'Union (pétrole brut, or et uranium notamment).*
- *Le poids du commerce intra-régional dans l'UEMOA est ressorti à 18,6% en 2010. En moyenne, au cours de la dernière décennie, le commerce entre les pays africains représentait environ 11%, contre 40% pour les pays de l'Amérique du Nord et 63% pour les pays de l'Europe occidentale.*

Le présent rapport analyse l'évolution des paiements extérieurs de l'Union en 2010. Il comporte trois parties :

- l'environnement économique des échanges extérieurs de l'Union en 2010 ;
- l'évolution de la balance des paiements régionale ;
- l'évolution des échanges intra-UEMOA.

## **I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2010**

**Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2010 ont été réalisées, dans un environnement caractérisé par la confirmation des signes de reprise perçus à la fin de l'année 2009, en relation avec la dissipation progressive des effets de la crise financière et économique internationale.** Au niveau interne, malgré la crise post-électorale intervenue en Côte d'Ivoire à la fin de l'année, l'activité économique au sein des Etats membres de l'UEMOA s'est globalement bien orientée en 2010. Cette évolution favorable s'explique par la bonne conjoncture internationale, le renforcement de l'appui des partenaires au développement, l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière, la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures et le regain d'activité au niveau des industries extractives. Les données disponibles indiquent un gain de 1,3 point de croissance par rapport à l'année précédente. En effet, le produit intérieur brut enregistrerait, en termes réels, une progression de 4,3% en 2010 contre 3,0% en 2009.

### **1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

L'environnement international a été caractérisé en 2010 par la dissipation des effets de la crise financière et économique internationale. Les signes d'une reprise de l'économie mondiale, perçus à la fin de l'année 2009, se sont confirmés. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,2% en 2010 contre -0,7% en 2009.

Ce regain d'activité, impulsé principalement par la progression des investissements, notamment dans les nouvelles technologies et le redémarrage des échanges commerciaux, a induit un raffermissement de la demande de matières premières agricoles et minières favorable aux pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

L'activité économique dans les pays émergents et en développement, dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise, a enregistré un taux de croissance de 7,4% en 2010, après 2,8% en 2009. Cette accélération témoigne du redémarrage des exportations, qui avaient pâti de la faiblesse de la demande provenant des pays industrialisés au cours de l'année 2009.

Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le volume des exportations de marchandises a augmenté d'environ 14,0% et celui des importations de 13,5% en 2010, après la chute brutale observée en 2009 imputable à la réduction de la demande globale simultanément dans toutes les grandes économies du monde. L'année 2010 a ainsi connu la plus forte hausse depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.



Le commerce international a été, en outre, marqué au cours de l'année 2010 par le raffermissement des prix des principales matières de base, en particulier les produits miniers et alimentaires. Sur le marché international, le prix moyen du baril de pétrole<sup>1</sup> s'est accru de 17,27 dollars, pour ressortir à 79,04 dollars US en 2010. Cette progression moyenne de 28,0% traduit la tendance haussière des cours, observée aux premier et quatrième trimestres 2010. L'évolution des cours s'explique par l'augmentation de la demande induite par la reprise généralisée de l'activité économique. L'incidence de la flambée des prix internationaux du pétrole brut a été renforcée par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Le prix de l'once d'or s'est établi, en moyenne, à 1.224,7 dollars sur l'année 2010, en progression de 25,9% par rapport au prix moyen de l'année 2009, confirmant son rôle de valeur refuge, sous l'effet de la vigueur de la demande provenant des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde.

Malgré la fragilité de la reprise économique, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers ont légèrement augmenté d'environ 5,0% en 2010, après la chute importante de 32,0% enregistrée en 2009<sup>2</sup>. Même si cette hausse, en rythme annuel, a essentiellement concerné les pays en développement, elle occulte d'importantes différences régionales. Les flux d'IDE vers l'Afrique ont diminué de 9% en 2010. Leur part dans le total mondial s'est établie à 4,4% en 2010 contre 5,1% un an plus tôt.

## 1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE

L'activité économique dans les Etats membres de l'Union en 2010 s'est ressentie de la conjoncture internationale favorable et du renforcement de l'appui des partenaires au développement. En effet, le produit intérieur brut a enregistré, en termes réels, une progression de 4,3% en 2010 contre 3,0% en 2009. Le raffermissement de l'activité économique est principalement imputable à l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière, et à la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures. Les économies de l'Union ont bénéficié également du regain d'activité au niveau des industries extractives, en liaison avec la mise en exploitation de la plus grande mine d'or au Burkina, ainsi que de la rénovation des installations de certaines sociétés opérant dans le secteur minier.

Les cours des principaux produits agricoles exportés par les pays de l'Union ont connu une croissance en 2010. Après la baisse de 29,6% en 2009, les cours du café robusta se sont accrus de 4,7% en 2010, sous l'effet du resserrement de l'écart entre l'offre et la demande mondiale consécutif au reflux de la production de certains gros producteurs comme le Brésil. Quant au cacao, la bonne tendance des cours s'est maintenue durant l'année 2010. En effet, les prix du cacao ont progressé de 8,3%, à la suite de l'insuffisance de l'offre face à la demande mondiale. La filière en Côte d'Ivoire, suffisamment affaiblie par les difficultés enregistrées durant ces dernières années, peine à atteindre ses meilleurs niveaux. S'agissant du coton, la progression des cours de 55,7% en 2010, après un recul de 12,1% en 2009, est imputable à la demande sans cesse croissante provenant surtout des pays émergents. Cette évolution traduit la baisse de la production chinoise et pakistanaise, consécutive aux inondations enregistrées dans ces deux pays, ainsi que celle du Brésil qui a subi d'importantes sécheresses.

1 Moyenne des cours du WTI, du Brent et du Dubaï.

2 CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2011.

La campagne agricole 2010/2011 s'est, dans l'ensemble, déroulée normalement, même si quelques perturbations ont été induites dans certaines régions par des inondations. En effet, la production vivrière s'est améliorée par rapport à la campagne 2009/2010, en liaison avec les bonnes récoltes obtenues au niveau des céréales.

La production vivrière a été estimée en augmentation de 12,6% par rapport à la campagne précédente, à la faveur d'une bonne orientation dans la quasi-totalité des Etats de l'Union, à l'exception du Bénin et du Sénégal où les récoltes ont reculé respectivement de 9,8% et 7,1% d'une campagne à l'autre, du fait des conditions climatiques peu favorables.

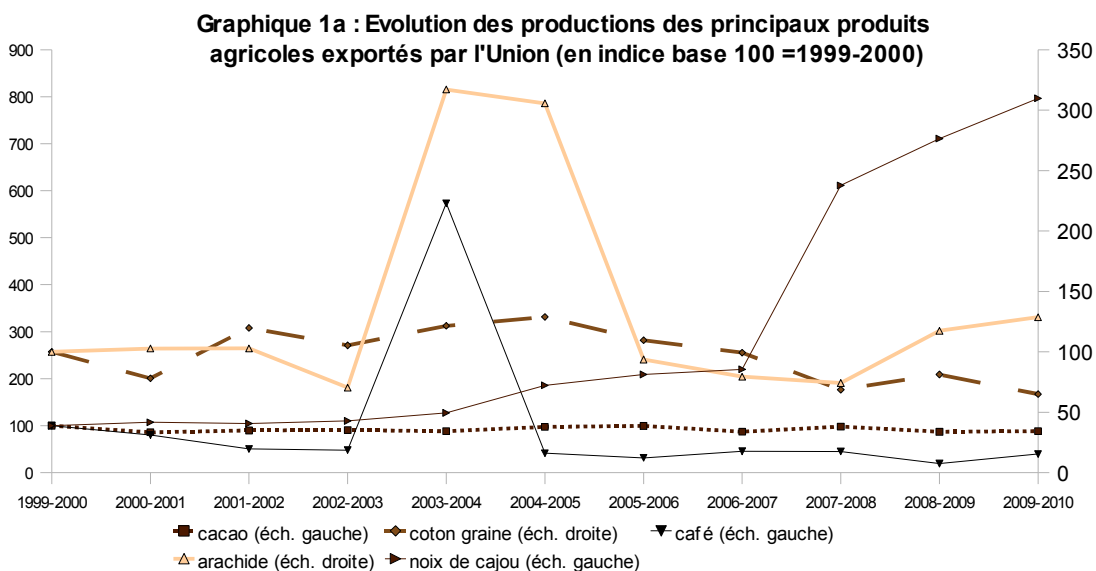
Au titre des cultures d'exportation, la production de coton-graine de l'Union a progressé de 9,4% par rapport au niveau enregistré un an auparavant. Cette évolution traduit la hausse observée au Togo (68,5%), en Côte d'Ivoire (31,8%), au Sénégal (17,9%), au Burkina (9,5%) et au Mali (3,6%), atténuée par la baisse de 15,1% relevée au Bénin.

La production de cacao, essentiellement réalisée en Côte d'Ivoire, est ressortie en augmentation de 4,7% par rapport à la campagne précédente.

Les quantités produites de café sont ressorties en diminution de 32,3% d'une campagne à l'autre, du fait essentiellement du vieillissement des plantations.

En ce qui concerne la noix de cajou, sa production a connu une croissance de 10,7%.

La production d'arachide a connu une hausse de 20,9% par rapport à la campagne 2009/2010. Ces résultats satisfaisants ont été obtenus grâce aux conditions agroclimatiques relativement favorables qui ont prévalu dans la région. Les hausses les plus sensibles ont été enregistrées au Niger, en Guinée-Bissau et au Mali. Au Sénégal, principal pays producteur d'arachide au sein de l'UEMOA, les récoltes ont connu une progression de 24,6%.



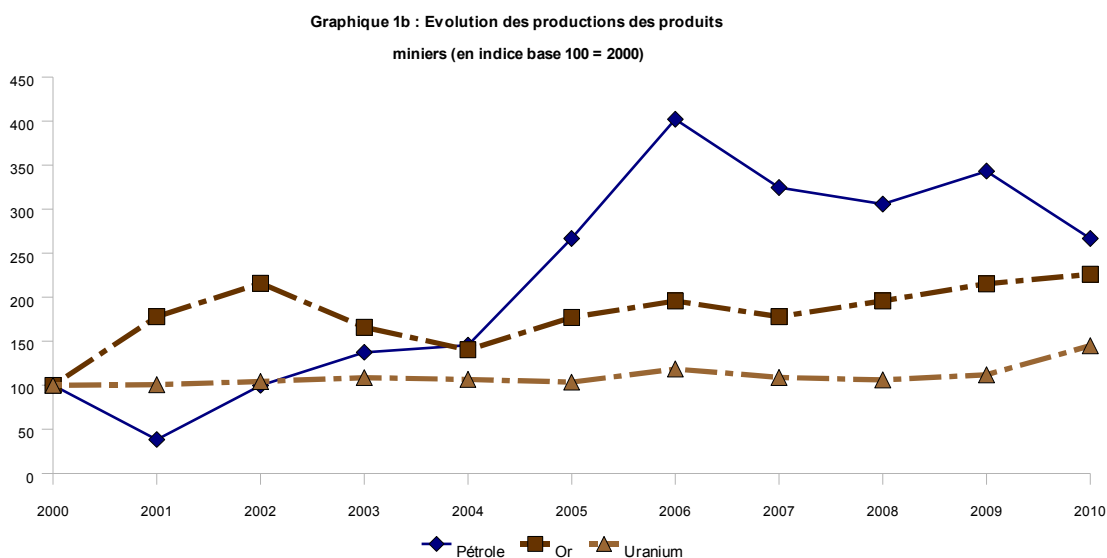
Source : BCEAO

N.B : La forte progression de la production de noix de cajou à partir de la campagne 2005-2006 est due à la prise en compte de la production de la Côte d'Ivoire.

Dans le secteur minier, qui constitue la première source d'exportation de l'Union (avec le pétrole, l'or et l'uranium notamment), la poursuite des investissements, ainsi que la bonne tenue des cours ont contribué à doper l'activité extractive au cours de l'année 2010. En particulier, la production d'**or** a connu une progression de 4,2%, imputable à l'accroissement de la production au Burkina<sup>3</sup> de 90,1% et au Niger de 3,1%, qui a permis de contenir les baisses de 12,1% et de 21,1% enregistrées respectivement au Mali et en Côte d'Ivoire. Le repli de la production d'or au Mali est consécutif au recul de la production de Morila et Sadiola, deux grandes mines du pays dont les réserves sont en cours d'épuisement. Par ailleurs la tendance haussière des recettes d'exportation d'or a également été confortée par la hausse du cours mondial.

Les données cumulées de la production de **pétrole brut** de l'Union sur l'ensemble de l'année 2010 indiquent une baisse de 22,3% par rapport à 2009. Cette évolution s'explique essentiellement par la chute du rendement et de l'ensablement de certains puits de pétrole du champ « BAOBAB » en Côte d'Ivoire.

La production d'**uranium** a crû de 29,5% au Niger, en liaison avec les efforts entrepris pour la modernisation des procédés techniques de traitement du minerai et la mise en exploitation de nouveaux gisements. L'extraction des **phosphates** s'est également inscrite en hausse de 7,5%, sous l'effet de la progression de 16,8% de la production du Sénégal. Par contre, au Togo, les quantités extraites ont connu un recul de 4,2%.



Source : BCEAO

Une légère remontée du taux d'inflation a été enregistrée en 2010, après la forte décélération observée en 2009. En effet, la progression du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA est passée, en moyenne, de 7,4% en 2008 à 0,4% en 2009 et à 1,4% en 2010. Elle est restée toutefois plus faible que le niveau moyen de 2,3%, relevé au cours de la décennie 1999-2009.

3 Il s'agit de l'entrée en production des mines d'or d'Inata (avril 2010) et d'Essakane (octobre 2010). La production de ces deux nouvelles mines a atteint 7.789 kg, soit 33,8% de la production totale d'or en 2010.

Au niveau des finances publiques, l'année 2010 a été caractérisée par une réduction du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, par rapport à 2009. Cette situation est imputable, d'une part, à la consolidation des recettes fiscales, consécutive à l'amélioration du recouvrement au niveau des administrations fiscales et douanières. Elle découle, d'autre part, de la progression modérée des dépenses globales, en liaison avec le report de l'exécution de programmes d'investissements financés par les partenaires au développement dans certains Etats membres de l'Union.

Le déficit global, base engagements, hors dons, exprimé en pourcentage du PIB a représenté 5,6% en 2010 contre 6,7% en 2009. Les recettes budgétaires ont augmenté de 9,2%, en raison essentiellement d'une progression de 6,5% des recettes fiscales, sous l'effet des mesures mises en œuvre par les Etats, en vue de l'intensification des recouvrements des impôts et taxes sur le commerce international et de l'élargissement de l'assiette fiscale. Quant aux dépenses, elles se sont accrues de 3,6%. En effet, les dépenses courantes ont augmenté de 5,7%, à la suite de la progression de 7,2% de la masse salariale et les autres dépenses de fonctionnement de 4,9%. Les dépenses en capital se sont repliées de 1,5%, en liaison avec le report de l'exécution de programmes d'investissements financés par les partenaires au développement dans certains Etats membres de l'Union.

Au total, l'environnement économique est demeuré globalement favorable aux échanges extérieurs de l'UEMOA en 2010.

## **II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE**

Les transactions économiques et financières de l'UEMOA avec le reste du monde se sont soldées par un excédent global en baisse, nonobstant l'évolution favorable de la conjoncture économique internationale. Le solde global s'est, en effet, établi à 139,5 milliards<sup>4</sup> en 2010 contre 391,5 milliards en 2009.

L'évolution du solde global observée par rapport à l'année dernière résulte d'une détérioration du compte des transactions courantes, dont les effets ont été partiellement compensés par l'augmentation des flux de financement extérieur.

Le déficit des transactions courantes est ressorti à 1.676,8 milliards en 2010 contre une réalisation de 1.237,9 milliards en 2009. La hausse du déficit courant par rapport à 2009 découle de la détérioration du solde des services et des revenus nets dont les effets ont été atténués par l'amélioration de la balance des biens et des transferts courants.

Le solde déficitaire de la balance commerciale s'est inscrit en baisse, en ressortant à -479,2 milliards en 2010 contre -621,1 milliards l'année précédente. Cette évolution résulte d'une progression des exportations plus importante que celle des importations. En effet, les exportations de biens se sont accrues de 24,4% en 2010, en raison de la hausse des cours des principaux produits de base sur le marché international. Le prix moyen des exportations s'est accru de 12,3% en 2010 contre une baisse de 3,0% en 2009. S'agissant des importations, elles ont progressé de 20,6%, sous l'effet de la hausse des cours des produits pétroliers et alimentaires, conjuguée à l'accroissement de la facture d'achat des biens d'équipement et intermédiaires dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Le déficit des services s'est inscrit en hausse, sous l'impulsion du fret et des autres services aux entreprises. La détérioration des revenus nets traduit principalement la hausse des

---

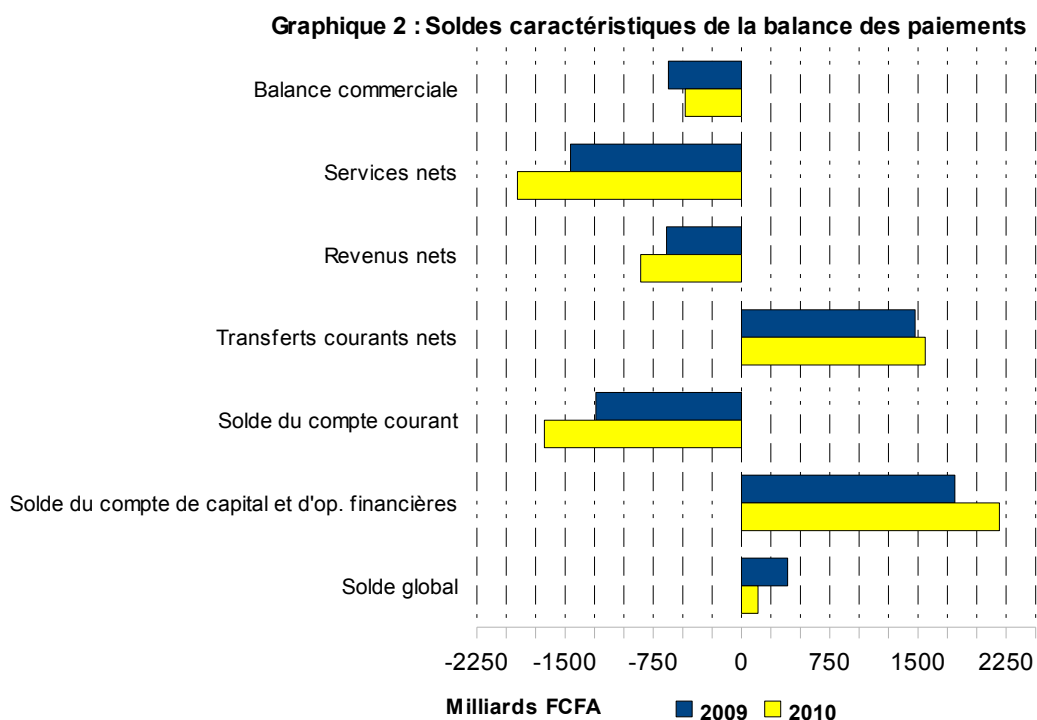
<sup>4</sup> Les montants sont indiqués en FCFA sauf indication contraire.

paiements aux investisseurs non résidents. S'agissant des transferts courants nets, ils se sont inscrits en hausse sous l'effet d'une amélioration des autres transferts privés, notamment les fonds des travailleurs migrants, partiellement atténuée par la baisse de la mobilisation des aides budgétaires.

Hors dons, le déficit du compte courant est ressorti à 6,8% du PIB en 2010 contre 6,2% en 2009. Le déficit du compte courant a été financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières qui s'est situé à 2.192,3 milliards, après un niveau de 1.814,4 milliards en 2009. Cet excédent affiche ainsi une hausse de 20,8% par rapport à 2009, essentiellement attribuable à l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers et à la mobilisation des ressources publiques reçues de l'extérieur, modéré par la détérioration des autres investissements.

Par ailleurs, les avoirs de la Banque Centrale en or et en compte d'opérations ont connu une augmentation respective de 199,5 milliards et de 8,7 milliards entre 2009 et 2010.

En relation avec ces évolutions, les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se sont consolidées, passant de 6.225,9 milliards en 2009 à 6.770,8 milliards en 2010, représentant 6,2 mois d'importations de biens et services<sup>5</sup> contre 6,0 mois un an plus tôt.



Source : BCEAO

<sup>5</sup> Ce ratio est calculé pour l'année n en rapportant les réserves de change en fin d'année n aux importations de l'année n+1.

#### **Encadré 1 : TRAITS MARQUANTS DE L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA EN 2010**

L'examen de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA au titre de l'année 2010 fait ressortir les principaux points suivants.

→ Le déficit des transactions courantes s'est creusé, en s'établissant, hors dons, à 6,8% du PIB contre 6,2% du PIB en 2009. Cette évolution reflète une insuffisance de l'épargne domestique par rapport aux dépenses d'investissement :

- le déficit des échanges de biens a baissé. Le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté, en passant de 91,9% en 2009 à 94,8% en 2010 ;
- les déficits des échanges de services et des revenus des facteurs ont progressé ;
- l'aggravation du déficit courant a, toutefois, été modérée par l'évolution favorable des transferts courants nets, sous l'impulsion des réceptions de fonds des travailleurs migrants.

→ Le déficit des transactions courantes a été compensé par l'afflux de ressources financières :

- les transferts en capital ont augmenté de 163,7%, du fait des remises de dettes obtenues notamment par la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo. Hors remises de dettes, ces flux auraient connu une baisse de 19,6% ;
- les entrées nettes au titre des investissements directs se sont établies à 1.085,3 milliards en 2010, en hausse de 10,7% par rapport à 2009, à la suite notamment de l'intensification des investissements minier et pétrolier au Niger ;
- les investissements de portefeuille sont quant à eux ressortis à 14,2 milliards, en baisse de 60,6 milliards par rapport à l'année 2009, en liaison notamment avec les remboursements effectués par certains Etats sur des emprunts obligataires ;
- les autres investissements ont également connu une détérioration sensible, en ressortant déficitaires de 1.196,7 milliards, après un déficit de 109,2 milliards en 2009, en raison notamment de l'accroissement des créances extérieures du secteur privé au titre des crédits commerciaux et des importantes remises de dettes dont ont bénéficié la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo.

Les transactions économiques et financières de l'UEMOA avec le reste du monde se sont soldées par un excédent global de 139,5 milliards, en baisse de 252,0 milliards par rapport au niveau de 2009. Cette régression résulte de l'aggravation du déficit des transactions courantes modérée par l'augmentation des flux de financement extérieur.

## 2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

**Le déficit des transactions courantes s'est aggravé en 2010.** Il est ressorti à 1.676,8 milliards contre 1.237,9 milliards un an plus tôt. Hors dons, il s'est établi à 6,8% du PIB en 2010 contre 6,2% en 2009, au-dessus de la norme communautaire fixée à 5,0%.

Cette dégradation du compte courant est essentiellement imputable à celle du solde des échanges des services et des revenus nets, atténuée par l'accroissement des transferts courants et la baisse du déficit commercial.

### **2.1.1 - Balance commerciale : l'amélioration du déficit commercial observée en 2009 s'est poursuivie en 2010, en liaison avec l'accroissement des exportations modéré par l'alourdissement de la facture alimentaire et énergétique, ainsi que l'augmentation des achats des biens d'équipement et intermédiaires**

Les exportations se sont accrues de 24,4% en 2010, en liaison avec le raffermissement des cours des principaux produits de base. S'agissant des importations, elles ont progressé de 20,6%, sous l'effet de la hausse des cours des produits pétroliers et alimentaires, conjuguée à l'accroissement des achats à l'étranger de biens d'équipement et intermédiaires dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Le solde déficitaire de la balance commerciale s'est inscrit en baisse, en ressortant à -479,2 milliards en 2010 contre -621,1 milliards l'année précédente. L'amélioration du déficit de la balance commerciale a été observée au Burkina (158,6 milliards), en Guinée-Bissau (3,4 milliards) et au Sénégal (7,2 milliards). Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est amélioré, passant de 91,9% en 2009 à 94,8% en 2010.

#### **2.1.1.1- Exportations de biens : persistance de la tendance haussière observée depuis l'année 2008, après la baisse enregistrée en 2007, en rapport essentiellement avec l'évolution favorable des cours de certains produits exportés, le volume n'ayant progressé que de 0,5%**

Les exportations totales de biens des pays de l'UEMOA se sont accrues, en valeur, de 24,4% pour atteindre 8.754,7 milliards en 2010. La bonne orientation, en valeur, des exportations de l'UEMOA en 2010 a été soutenue par la progression des ventes à l'extérieur, notamment de l'anarcade (+55,7%), de l'or (+36,9%), du caoutchouc (+29,5%), de l'uranium (+16,8%), du café (+10,8%), des produits chimiques (+10,5%) et du cacao (+7,3%). Cette évolution à la hausse des recettes d'exportations en 2010, confirme la bonne orientation observée dans les pays de l'UEMOA depuis l'année 2008. Les ventes à l'extérieur des produits pétroliers ont connu une baisse de 13,3% en 2010.

**La répartition géographique des exportations officielles de l'Union** montre que l'Afrique concentre une part de marché de 42,3% en 2010, grâce aux ventes à destination du Nigeria (8,1%), de l'Afrique du Sud (7,5%) et du Ghana (5,1%). Les expéditions de biens vers l'Europe sont, pour l'essentiel, orientées vers les Pays-Bas (8,1%) et la France (6,3%). Elle est ainsi reléguée au deuxième rang des pays européens exportateurs de l'Union. Par rapport au continent asiatique, la part des exportations est passée de 9,8% en 2009 à 10,1% en 2010. Comme premier partenaire commercial asiatique de l'Union, l'Inde confirme sa première place devant la Chine occupée depuis 2008, avec une part de 3,0% en dépit de la baisse de 0,2 point dans les échanges de l'Union. Les recettes d'exportation en provenance du continent américain représentent une part de 8,6% en 2010. Les Etats-Unis demeurent le principal pays d'exportations des produits de l'Union avec une part de 6,5%.

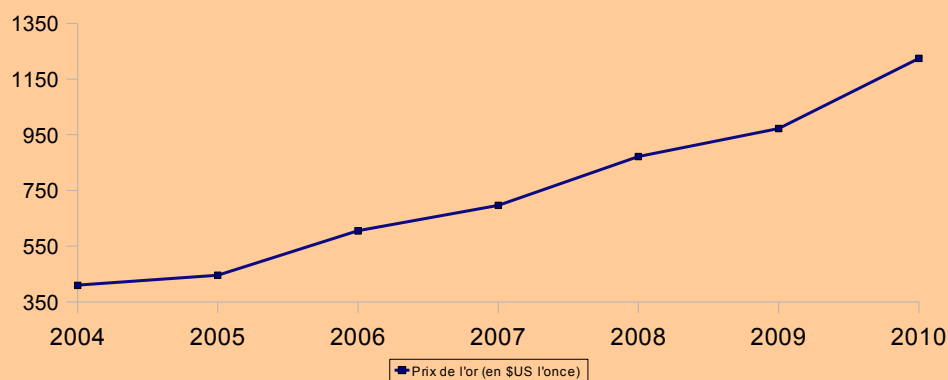
Par produits, les évolutions se présentent comme suit.

- La tendance haussière observée sur **les exportations d'or** s'est poursuivie en 2010, en liaison avec le raffermissement des cours au plan international, couplé à l'accroissement de la production au Burkina. En effet, sous l'impulsion de la progression des prix à l'international de 25,2% et de la progression de 4,2% des quantités extraites, les recettes d'exportation de l'or sont ressorties à 1.149,7 milliards, en hausse de 36,1% par rapport à 2009.

### Encadré 2 : Evolution des exportations d'or de l'Union

L'année 2010 a été marquée par une progression exceptionnelle de la production de l'or au niveau mondial, qui a atteint un niveau record, couplée avec une hausse de plus de 25% des cours du métal jaune sur le marché international. Cette performance a été soutenue par l'intérêt de plus en plus important des investisseurs, mais aussi par le rebond de la demande dans le secteur de la joaillerie et de l'industrie, ce qui permet à ce métal de confirmer sa renommée de valeur refuge.

Graphique 3 : Evolution du cours de l'or sur le marché international



Source : FMI

Les recettes d'exportations d'or de l'Union se sont accrues de 36,1% en 2010, pour ressortir à 1.149,7 milliards.

Tableau 1 : Evolution des exportations d'or de l'Union en quantité

Exportation d'or (en tonne)	2007	2008	2009	2010
UEMOA dont :	58,9	63,9	98,9	103,1
<i>Burkina</i>	0,8	5,4	15,2	28,4
<i>Côte d'Ivoire</i>	1,5	2,9	17,5	13,8
<i>Mali</i>	52,8	51,5	56,1	49,3
<i>Niger</i>	2,6	2,3	1,9	2,3
<i>Sénégal</i>	1,2	1,9	8,3	9,3

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

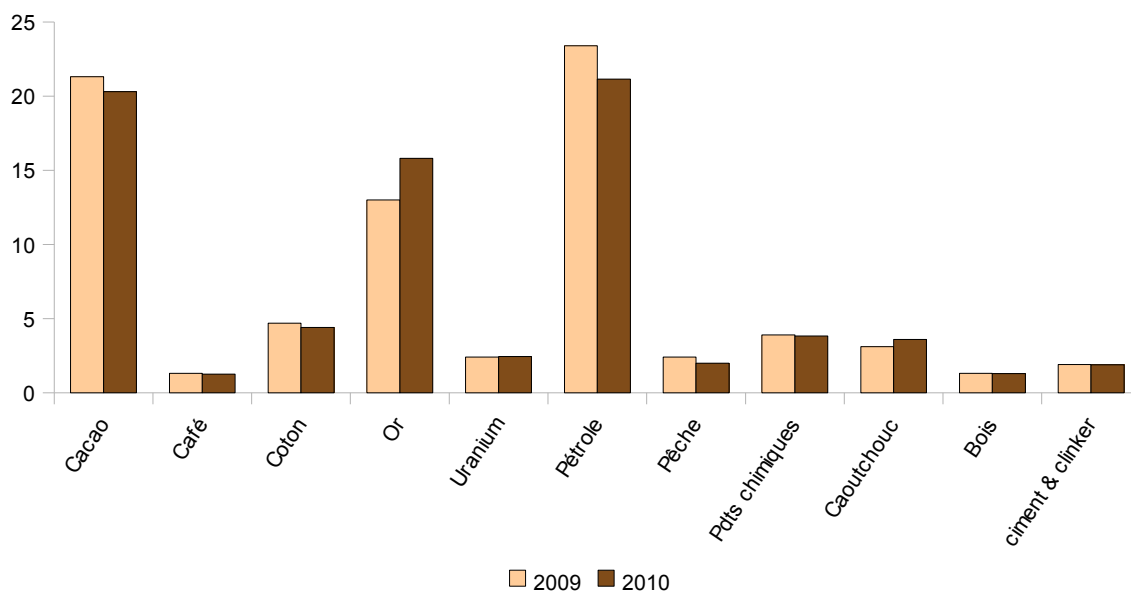
La forte croissance des ventes d'or à l'étranger en 2010 résulte de la bonne tenue des cours sur le marché international, sous l'impulsion de la hausse de la demande mondiale.

La hausse de 4,2% des exportations d'or en volume, au niveau de l'Union, a été principalement impulsée par la découverte et la mise en production de nouveaux gisements au Burkina (mines d'Inata et d'Essakane).



- Les **ventes à l'extérieur de cacao** se sont accrues de 7,3% en 2010, en liaison avec la hausse des quantités exportées par la Côte d'Ivoire et la bonne tenue des cours sur le marché international. Ces exportations ont été valorisées à 1.890,8 milliards en 2010 contre 1.761,7 milliards en 2009.
- Les **exportations des produits pétroliers de l'Union ont baissé par rapport à l'année précédente**, et ce malgré la hausse des prix sur le marché international. Les recettes tirées de la vente des produits pétroliers ont affiché un repli en 2010 consécutif à la baisse des quantités exportées (-14,4%). Ces recettes ont été évaluées à 1.413,8 milliards en 2010 contre 1.631,3 milliards en 2009. La baisse, en volume, des ventes des produits pétroliers observée en 2010 est liée à la contraction des exportations de pétrole brut par la Côte d'Ivoire, induite par le tassement de l'extraction pétrolière, consécutif à la chute du rendement et de l'ensablement de certains puits de pétrole du champ « BAOBAB ».
- Les **exportations du coton** ont renoué avec la croissance en 2010. Cette hausse des ventes à l'extérieur est soutenue, d'une part, par l'évolution favorable des cours sur le marché international, et d'autre part, par l'accroissement de la production, consécutif à la bonne campagne 2010/2011. La valeur des exportations des produits du coton est ressortie à 311,0 milliards en 2010 contre 267,7 milliards en 2009, soit une progression de 16,2%.
- Les **ventes à l'extérieur de l'uranium** se sont inscrites en hausse de 16,8%, pour s'établir à 242,3 milliards en 2010 contre 195,1 milliards en 2009. Cette situation favorable est imputable à l'augmentation du volume exporté, en ligne avec l'amélioration de la méthode de traitement du minerai et la mise en exploitation de nouveaux gisements. Toutefois, la part de l'uranium dans les exportations totales de l'Union est restée inchangée à 2,4% en 2009 et 2010.

Graphique 4 : Evolution de la part des principaux produits exportés (en %)



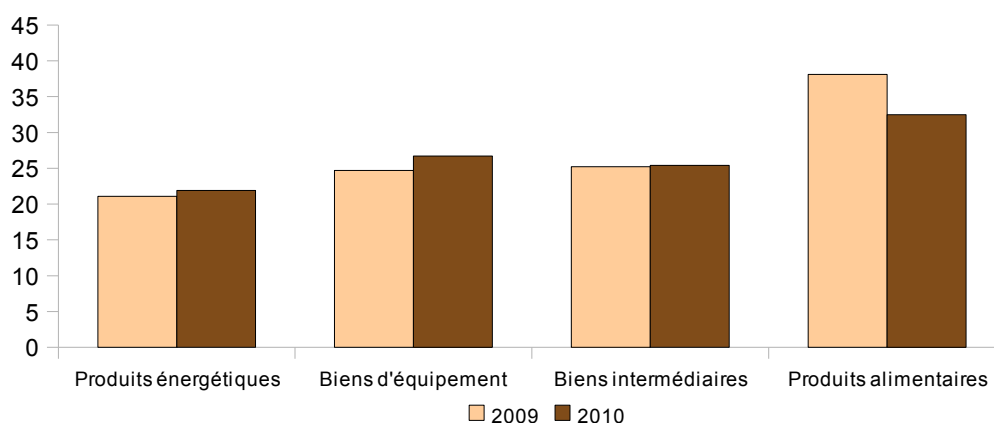
Sources : BCEAO, INS

### 2.1.1.2- Importations de biens : progression sensible en 2010 contre un repli en 2009, en raison du renchérissement des principaux produits importés sur les marchés internationaux, après l'effondrement observé l'année précédente

La valeur des importations de l'Union s'est établie à 9.233,9 milliards en 2010 contre 7.657,5 milliards FCFA en valeur CAF en 2009. Le taux de croissance des importations est passé de -5,6% en 2009 à +20,6% en 2010.

Cette évolution est attribuable à l'ensemble des groupes de produits. Elle reflète, en particulier, l'accroissement des achats de biens d'équipement, consécutif à la poursuite du développement des infrastructures de base dans certains pays de l'UEMOA.

Graphique 5 : Evolution de la part des principaux produits importés (en %)



Sources : BCEAO, INS

La facture pétrolière s'est chiffrée à 2.746,3 milliards en 2010 contre 1.961,0 milliards en 2009, soit une progression de 40,0%, reflétant la forte hausse des cours sur le marché international confortée par l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro. La part des achats de produits pétroliers à l'étranger dans les importations totales de biens de l'Union a connu une légère progression de 0,4 point, passant de 21,5% en 2009 à 21,9% en 2010.

La valeur des approvisionnements en produits alimentaires a enregistré un recul de 6,4% en 2010 contre un repli de 5,7% en 2009, du fait de la forte baisse en volume qui a été compensée par le renchérissement des denrées sur les marchés internationaux. La facture d'importation alimentaires s'est établie à 3.514,7 milliards, avec une part de 32,5% des importations totales contre 38,1% en 2009.

Les acquisitions de biens intermédiaires composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, ont progressé de 17,7% pour ressortir à 2.746,3 milliards en 2010. Leur part dans les importations totales, s'est chiffrée à 25,4% en 2010 contre 25,2% en 2009. L'augmentation des achats de ces biens traduit le dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) observé dans les Etats membres de l'Union, en rapport avec l'exécution de projets d'investissements publics.

La facture des biens d'équipement a connu une hausse de 26,3% par rapport à 2009 pour s'établir à 2.889,9 milliards. L'accroissement des acquisitions de ces biens est en rapport avec l'exécution des programmes de développement des infrastructures de base dans certains Etats, ainsi que les investissements importants notés dans le secteur minier.

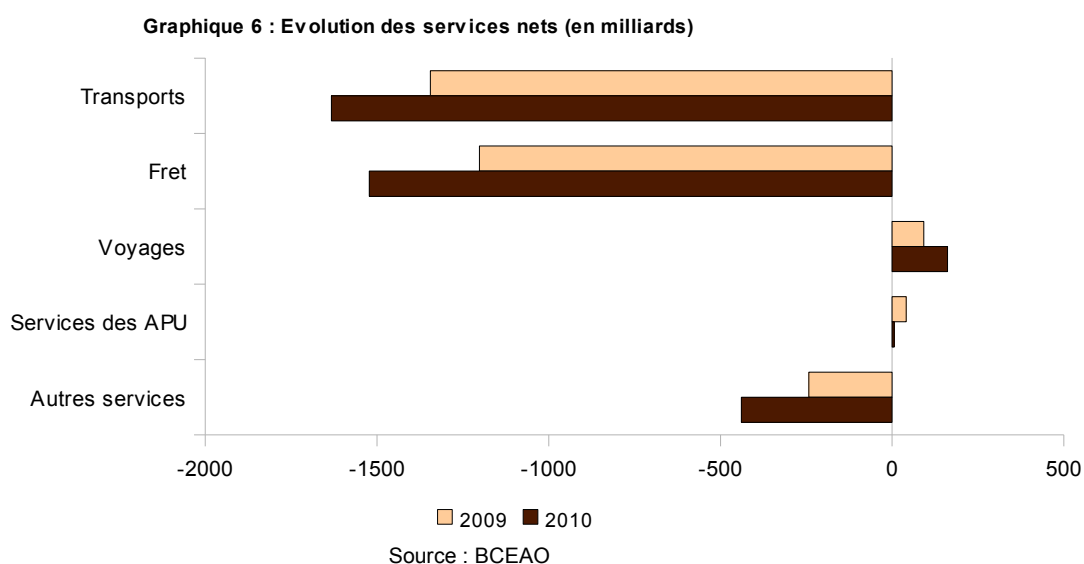
### 2.1.2 - Balance des services : accroissement du déficit, en raison de l'incidence de la hausse des importations de biens sur la facture du fret et des autres services, atténuée par l'impact de la progression des recettes touristiques

La balance des services de l'Union est structurellement déficitaire. Les principales recettes sont le tourisme et les services fournis aux administrations publiques. Quant aux dépenses, elles sont constituées de frets, d'assurances et des autres services aux entreprises.

Le déficit des services est ressorti en hausse, après un léger fléchissement, passant de 1.455,2 milliards en 2009 à 1.904,3 milliards en 2010. Cette évolution est liée à l'augmentation du déficit des transports et des autres services, dont les effets ont été partiellement compensés par l'augmentation des recettes touristiques.

Le déficit des transports est, en effet, ressorti à 1.632,8 milliards en 2010 contre 1.344,7 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 21,1%, en liaison essentiellement avec le renchérissement du fret dans le sillage de la croissance des importations de biens à l'étranger.

L'augmentation de la valeur des importations a également engendré une progression de 16,1% des services d'assurances payés.



L'incidence de ces facteurs a été atténuée par l'évolution favorable du poste « Voyage », retraçant les recettes nettes du tourisme, ainsi que le redressement de l'excédent des services reçus par les Administrations publiques. Le solde excédentaire du poste « Voyage » est passé de 91,9 milliards en 2009 à 161,6 milliards en 2010, reflétant, d'une part, l'afflux d'opérateurs des secteurs minier et pétrolier au Niger depuis 2008, et d'autre part la croissance des revenus touristiques induite non seulement par la reprise économique mondiale après la récession observée en 2009, mais aussi par la tenue de diverses manifestations internationales<sup>6</sup>. Les progressions de recettes touristiques les plus importantes ont été relevées au Bénin, au Burkina et au Mali.

<sup>6</sup> Il s'agit de la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance de l'Afrique dans les pays de l'Union, de diverses manifestations au Burkina et de l'organisation de plusieurs foires au Niger.

### **2.1.3 - Revenus nets des facteurs : accentuation du déficit en raison des versements des bénéfiques et des dividendes accrus aux non-résidents**

En 2010, le solde déficitaire des revenus des facteurs s'est aggravé, s'établissant à 856,6 milliards contre 637,1 milliards une année plus tôt. Cette évolution est en rapport avec la baisse des entrées nettes au titre de la rémunération du travail et la hausse des sorties au titre de revenus des investissements.

Les revenus nets du travail, qui englobent notamment les salaires versés aux travailleurs saisonniers et au personnel local des unités extra-territoriales (Ambassades et Organismes internationaux) sont ressortis excédentaires de 114,8 milliards en 2010 contre 121,7 milliards en 2009, soit une baisse de 5,7%. Cette évolution est consécutive essentiellement à la hausse des paiements effectués par la nouvelle compagnie aérienne ASKIA au titre des salaires du personnel navigant non-résident notamment les pilotes et aux experts étrangers par la société WACEM exploitant le clincker toutes deux résidentes au Togo.

Les sorties nettes au titre des revenus des investissements ont augmenté de 28,0%, en liaison notamment avec la hausse des versements de bénéfiques et dividendes aux investisseurs non-résidents par les entreprises exportatrices des produits de base. Cette évolution reflète l'accroissement du chiffre d'affaires de ces sociétés en 2009, à la faveur de la bonne orientation des prix des matières premières.

Les intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 219,4 milliards en 2010 contre 181,2 milliards. Le ratio des paiements d'intérêts de la dette extérieure sur les sorties nettes des revenus des facteurs passe ainsi de 28,4% en 2009 à 32,0% en 2010.

### **2.1.4 – Balance des transferts courants : poursuite de la consolidation du solde des transferts courants notée depuis l'année 2000**

Les entrées nettes au titre des transferts courants se sont accrues de 6,0%, passant de 1.475,5 milliards en 2009 à 1.563,3 milliards en 2010. Cette progression résulte d'une hausse des transferts courants privés nets, atténuée par le recul des appuis reçus par le secteur public.

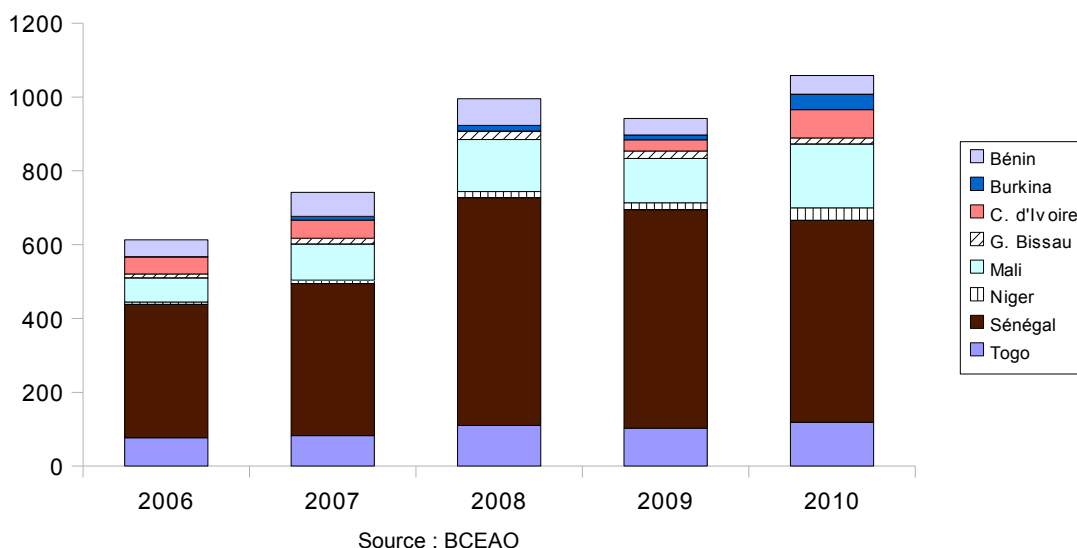
Les transferts privés nets, structurellement excédentaires, se sont établis à 954,2 milliards en 2010 contre 721,2 milliards en 2009, soit une croissance de 32,3%. Cette évolution s'explique par la hausse simultanée des envois de fonds des travailleurs migrants et des fonds reçus par les ONG pour le financement de leurs activités. Les transferts nets des migrants ont augmenté de 30,3%, en passant de 812,1 milliards en 2009 à 1.058,3 milliards en 2010, en raison principalement de la reprise de l'activité économique mondiale.

Les principaux bénéficiaires des fonds reçus des migrants résidant en dehors de l'UEMOA sont le Sénégal, le Mali et le Togo, avec des parts respectives de 51,7%, 16,2% et 11,2%.

Cette variation est également imputable à l'accroissement des soutiens reçus par le Niger et le Mali, dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire.

Quant à la détérioration des transferts courants publics, elle s'explique par le recul des appuis budgétaires ressortis à 398,0 milliards en 2010 contre 611,1 milliards une année plus tôt. Cette baisse traduit davantage un retour au niveau traditionnel des aides reçues par l'Union, par rapport à celui exceptionnellement élevé atteint en 2009, en relation avec les dons accordés à la Côte d'Ivoire, dans le cadre du processus de sortie de crise. Toutefois, le recul des transferts courants publics a été atténué par l'accroissement des soutiens reçus par le Niger, dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire.

Graphique 7 : Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards)



## 2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, présenté selon l'optique de la BCEAO<sup>7</sup>, s'est renforcé en 2010, en liaison notamment avec la consolidation de la tendance haussière des entrées de capitaux privés au titre des investissements directs. Cet excédent s'est situé à 2.358,3 milliards en 2010 contre 1.814,4 milliards en 2009.

### 2.2.1 - Compte de capital

Ce compte retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terre, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

Il est ressorti excédentaire de 2.289,5 milliards contre 868,3 milliards en 2009, du fait des annulations de dette obtenues essentiellement par trois (03) pays de l'Union. Dans le cadre de l'atteinte du point de décision ou d'achèvement de l'Initiative PPTTE, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo ont bénéficié d'une remise de dettes totale de 1.639,4 milliards. Hors remises de dettes, l'excédent du compte de capital enregistrerait une baisse de 19,6% pour s'établir à 633,4 milliards en 2010.

Les transferts en faveur du secteur privé (les ONG comprises) ont augmenté, en ressortant à 118,1 milliards en 2010 contre 89,4 milliards une année plus tôt. Cette évolution s'explique par une hausse des ressources reçues par les Organisations Non Gouvernementales dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire au Niger et de leurs activités de lutte contre la pauvreté dans certains pays de l'Union notamment au Burkina et au Mali.

Le solde des actifs non financiers non produits est passé de -1,6 milliard à -2,9 milliards d'une année à l'autre.

<sup>7</sup> La présentation selon l'optique de la BCEAO déduit des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux concernant la Banque Centrale et les banques qui sont inclus dans les avoirs extérieurs nets, en dessous de la ligne du solde global.

### **Encadré 3 : Allègement de la dette extérieure publique de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Togo dans le cadre de l'Initiative PPTE**

La Côte d'Ivoire a atteint le point de décision dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée le 31 mars 2009 et est admise à bénéficier d'un allègement de dette pour l'essentiel de ses engagements extérieurs par le biais de l'Initiative PPTE et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en 2012, une fois qu'elle aura satisfait aux conditions du passage au point d'achèvement.

En 2010, la Guinée-Bissau et le Togo ont atteint le point d'achèvement au titre de l'IPPTE. En conséquence, les deux pays ont obtenu auprès de leurs bailleurs bilatéraux membres du Club de Paris, ainsi que des créanciers multilatéraux (notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement) des remises de dettes importantes.

En matière de comptabilisation en balance des paiements, les montants des remises de dette sont intégralement enregistrés au titre de l'année au cours de laquelle les décisions d'annulation ont été prises.

L'annulation du principal de la dette est enregistrée comme un remboursement de prêt, se traduisant par une baisse des engagements extérieurs du pays bénéficiaire, financée par un don en capital offert par le créancier. L'annulation des paiements d'intérêt se traduit, à travers la baisse des sorties de revenus, par une amélioration du compte des transactions courantes.

L'impact de cette opération sur le solde global de la balance des paiements dépend toutefois de la nature du créancier.

Lorsque l'annulation porte sur des engagements extérieurs autres que les recours aux crédits du FMI, le solde global de la balance des paiements de l'année concernée reste inchangé, du fait de la double inscription "au dessus de la ligne" (au crédit du poste "transfert en capital" et au débit du poste "engagements des Administrations publiques"). Les remises de dettes dont ont bénéficié la Côte d'Ivoire (542,9 milliards), la Guinée-Bissau (454,0 milliards) et le Togo (642,5 milliards) rentrent dans ce cas de figure. Toutefois, la structure du financement de ce solde est modifiée. En effet, le principal exigible au titre de l'année, inclus dans l'assiette annulée, constitue un financement exceptionnel de la balance des paiements. L'encours de la dette extérieure publique baisse de la valeur de la totalité de la remise, dans sa composante « engagements des Administrations publiques » et induit une amélioration de la position extérieure globale.

Dans le cas d'une annulation de la dette à l'égard du FMI, le solde global de la balance des paiements de l'année s'améliore du montant de la remise de dette. En effet, dans l'optique BCEAO, la baisse des engagements vis-à-vis du FMI, enregistrée au bas de la balance des paiements, se traduit par une amélioration des avoirs extérieurs nets.

#### **2.2.2 - Compte d'opérations financières**

Le compte d'opérations financières est ressorti déficitaire de 97,1 milliards en 2010 contre un niveau excédentaire de 946,1 milliards en 2009, soit une détérioration de 1.043,2 milliards.

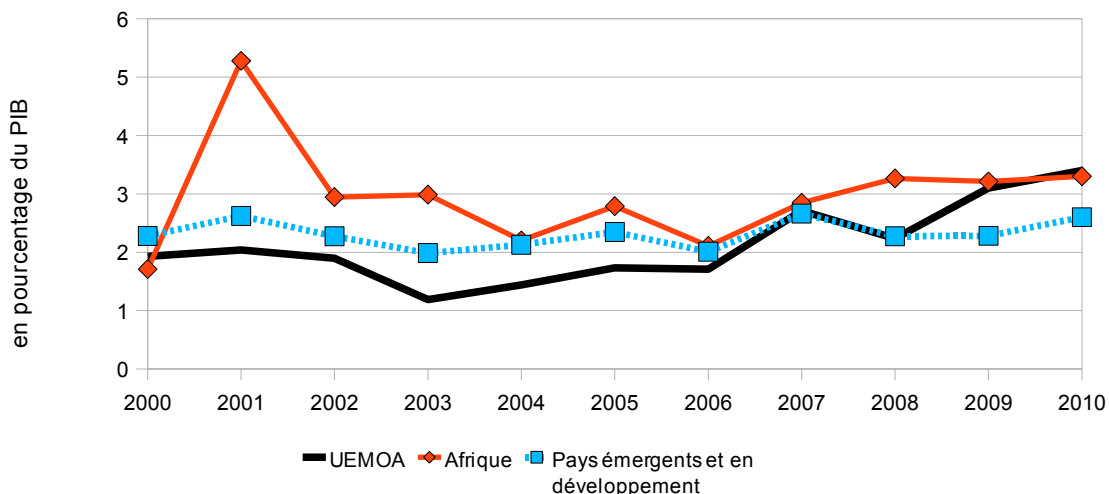
L'évolution à la baisse de ce compte est essentiellement imputable aux investissements de portefeuille et aux autres investissements, les investissements directs s'étant inscrits à la hausse.

**Les investissements directs, constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfiques réinvestis, ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées, ont enregistré une hausse en 2010.** Ils se sont établis à 1.085,3 milliards en 2010 contre 980,5 milliards en 2009, soit une progression de 10,7%. Cette évolution est consécutive à l'entrée en phase active des projets minier et pétrolier au Niger, ainsi qu'à la poursuite des investissements dans le domaine des télécommunications. La hausse des flux d'IDE a

également été confortée par l'augmentation de capital de certaines banques de l'Union, l'augmentation des financements dans une nouvelle cimenterie en construction au Bénin et la mise en concession du terminal à conteneurs au port de Cotonou.

Rapportés au PIB, les flux nets d'investissements directs étrangers sont ressortis à 3,4% contre 3,1% en 2009 et des moyennes respectives de 3,3% et 2,6% pour le continent africain et l'ensemble des pays émergents et en développement.

Graphique 8 : Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement



Source : BCEAO, FMI

**Le solde excédentaire des investissements de portefeuille a baissé en 2010.** Les principales opérations composant cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation représentant moins de 10,0% du capital social de la société et celles relatives aux titres de créances.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un excédent de 14,2 milliards en 2010 contre 74,8 milliards en 2009, soit une baisse de 81,0%. Ce repli du solde des investissements de portefeuille est essentiellement lié aux remboursements effectués par la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo sur les emprunts obligataires souscrits par des non résidents.

Les **autres investissements** portent principalement sur les crédits commerciaux, les monnaies fiduciaires, les dépôts et prêts, particulièrement les transactions liées à l'endettement public (tirages, amortissements, accumulations d'arriérés de paiement, rééchelonnements).

Le solde des autres investissements est ressorti déficitaire de 1.196,7 milliards en 2010, pour la deuxième année consécutive, à la suite principalement de la détérioration des tirages publics nets et des autres capitaux privés.

La détérioration des autres capitaux privés s'explique notamment par la hausse des crédits commerciaux accordés aux clients étrangers reflétant la tendance haussière des exportations.

Les flux nets en direction des administrations publiques se sont établis à -810,4 milliards contre un niveau excédentaire de 195,7 milliards en 2009. Cette baisse résulte des flux importants enregistrés au titre de l'amortissement de la dette extérieure, en rapport avec la

prise en compte des effets des annulations de dettes dont ont bénéficié la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo. Les amortissements de la dette sont ainsi passés de 639,8 milliards en 2009 à 1.944,8 milliards en 2011. Hors annulation, ils ressortent à 288,1 milliards en 2010 contre 559,5 milliards une année plus tôt.

La situation des arriérés de paiement extérieurs a encore connu une amélioration en 2010, en liaison avec les efforts consentis par les Etats, avec l'appui des bailleurs de fonds, pour procéder à l'apurement de ces engagements. Les arriérés de paiement extérieurs dans l'ensemble de l'Union se sont en effet réduits de 391,7 milliards en 2010, après la diminution exceptionnelle de 2.473,5 milliards observée en 2009.

**Au total, le solde global de la balance des paiements de l'Union, bien qu'affichant un excédent, a fléchi en 2010.** Il est ressorti excédentaire de 139,5 milliards contre 391,5 milliards en 2009, soit un recul de 64,4%.

L'évolution de l'excédent global des paiements extérieurs s'est traduite par un accroissement de 382,8 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et une baisse de 43,8 milliards de ceux des banques, contre respectivement des hausses de 500,9 milliards et 39,0 milliards en 2009. L'excédent du solde global est observé dans tous les pays de l'Union sauf au Mali. Les avoirs en or et en compte d'opérations de la Banque Centrale sont en hausse respectivement de 199,5 milliards et de 8,7 milliards entre 2009 et 2010.

En relation avec ces évolutions, les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se sont accrues de 8,8%, passant de 6.225,9 milliards en 2009 à 6.770,8 milliards en 2010. Elles représentent 6,2 mois d'importations de biens et services.

### III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA

**La tendance haussière des transactions intra-communautaires en valeur s'est maintenue en 2010, confirmant le renforcement du processus d'intégration économique dans l'Union.**

La hausse des transactions intra-communautaires a concerné les biens, les services, les flux d'investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille et les autres investissements, les transferts courants s'étant inscrits en baisse après le rythme haussier enregistré au cours des années antérieures.

#### 3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS

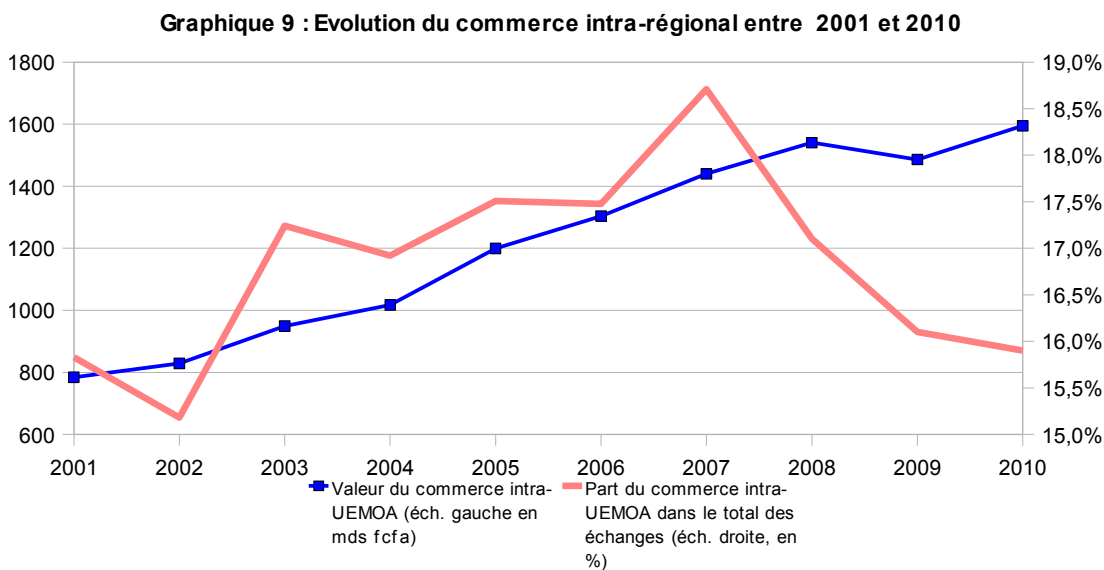
Les échanges de biens entre les pays membres, évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, font apparaître une hausse des flux intra-communautaires par rapport à l'année précédente. Ces flux commerciaux se chiffrent, en effet, à 1.594,3 milliards en 2010 contre 1.485,9 milliards en 2009, soit une progression de 7,3% consécutive notamment au renchérissement des produits pétroliers et alimentaires.

Toutefois, la part de ces échanges intra-communautaires dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA a baissé pour se situer à 15,7%, après 16,1% en 2009, du fait principalement de l'accroissement de la facture alimentaire et énergétique, ainsi que de l'ampleur des acquisitions des biens d'équipement. En excluant les transactions sur les produits miniers (pétrole brut, or, uranium), qui ne font pas l'objet d'échanges intra-communautaires dans la configuration actuelle des appareils productifs des pays de l'Union, cette part ressort à 18,6%



en 2010 contre 19,3% en 2009. En moyenne, au cours de la dernière décennie, le commerce entre les pays africains représentait environ 11%, alors que 40% du commerce nord américain se fait entre les pays de l'Amérique du Nord, et que 63% du commerce ouest européen s'effectue entre pays de l'Europe occidentale.

Les échanges intra-UEMOA rapportés aux exportations totales sont passés de 16,3% en 2009 à 15,9% en 2010. Leur part dans les importations totales a également baissé, passant de 16,0% en 2009 à 15,4% en 2010.



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Les échanges commerciaux intra-UEMOA restent dominés par les produits pétroliers, qui ont représenté environ 37,8% du total contre 45,6% en 2009.

Les échanges de produits pétroliers raffinés entre les pays de l'UEMOA sont ressortis à 517,4 milliards en 2010 contre 456,6 milliards en 2009, soit une hausse de 12,3%. Cette croissance, attribuable à la hausse des prix, s'est traduite par un renforcement des échanges de ces produits des pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo) vers les pays de l'hinterland.

La part du commerce intra-UEMOA de produits pétroliers raffinés dans le total des importations de ces biens est passée de 30,7% en 2009 à 32,4% en 2010. L'incidence globale du choc énergétique sur l'Union pourrait ainsi avoir été atténuée par l'accroissement des flux intra-communautaires en provenance des pays côtiers qui se positionnent comme des centrales d'achat pour la sous-région.

Tableau 2 : Structure des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2010

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 133,0	4 928,1	0,0	95 840,9	762,7	0,0	1 826,3	<b>105 491,0</b>
	Burkina	0,0		477,3	0,0	12 569,7	0,0	137,0	0,0	<b>13 184,0</b>
	Côte d'Ivoire	27 308,3	82 038,1		1 146,7	42 774,2	0,0	6 743,5	43 134,0	<b>203 144,8</b>
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	374,9	0,0	<b>374,9</b>
	Mali	0,0	0,0	4,2	0,0		0,0	0,0	0,0	<b>4,2</b>
	Niger	312,6	1 429,2	0,0	0,0	49,3		0,0	0,0	<b>1 791,1</b>
	Sénégal	0,0	3 570,1	1 248,0	4 250,4	117 052,2	1 069,3		2 225,4	<b>129 415,4</b>
	Togo	58 112,9	922,8	4 928,7	0,0	9,6	9,2	0,0		<b>63 983,2</b>
	UEMOA	<b>85 733,8</b>	<b>90 093,2</b>	<b>11 586,3</b>	<b>5 397,1</b>	<b>268 295,9</b>	<b>1 841,2</b>	<b>7 255,4</b>	<b>47 185,7</b>	<b>517 388,6</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale.

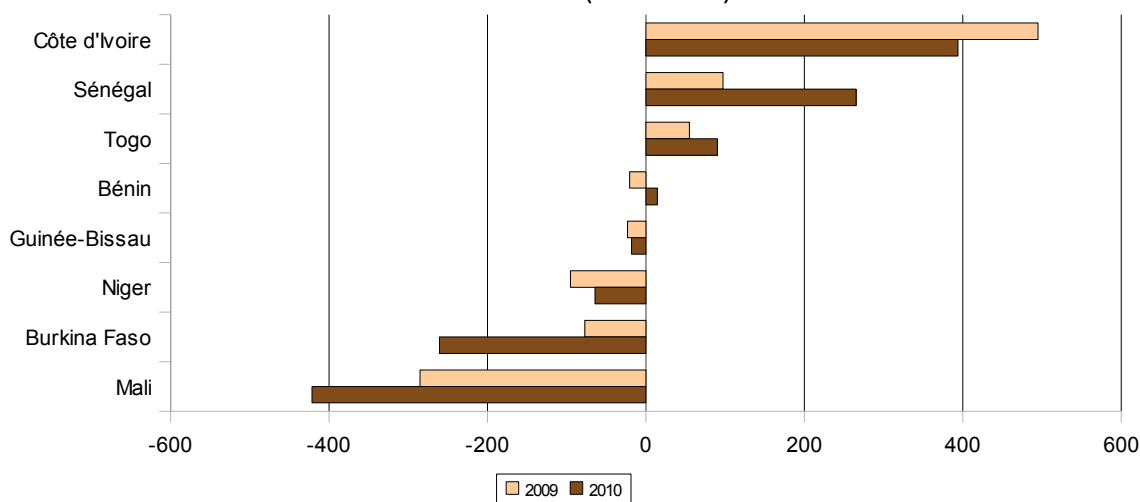
Les autres principaux produits échangés sont le ciment, les préparations alimentaires et les produits du crû (céréales, animaux vivants), les savons et produits de lessive et l'huile de palme.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 32,7% et 23,9% des exportations totales restent les principaux fournisseurs intra-régionaux, contre 39,9% et 16,7% l'année précédente. Le Mali et le Burkina continuent également d'occuper les première et deuxième places des importateurs intra-communautaires, avec respectivement 33,4% et 20,5% des approvisionnements, contre 26,8% et 20,2% un an plutôt.

La configuration des échanges intra-communautaires entre les pays de l'Union est restée quasiment identique à celle des années précédentes. La balance commerciale intra-UEMOA a été excédentaire au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

En revanche, elle est ressortie déficitaire dans les pays enclavés, à savoir le Burkina, le Mali et le Niger. La situation déficitaire de la Guinée-Bissau s'explique par l'importance des achats en provenance du Sénégal.

**Graphique 10 : Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2009 et 2010 (en milliards)**



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

### 3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES

**Exceptés les transferts nets, toutes les transactions relatives aux autres rubriques du compte courant se sont maintenues sur une tendance haussière en 2010.**

Les échanges de services se sont accrus de 14,5%, pour ressortir à 681,9 milliards, en relation avec la progression des flux relatifs aux transports notamment terrestres, ainsi qu'au tourisme intra-communautaire.

Les flux touristiques intra-UEMOA au titre de l'année 2010 se sont établis à 156,7 milliards contre 124,5 milliards en 2009. La Côte d'Ivoire et le Niger effectuent respectivement 25,8% et 15,0% des dépenses touristiques, tandis que la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les premiers bénéficiaires des recettes touristiques intra-communautaires avec des parts respectives de 20,7% et de 19,6%.

**Tableau 3 : Structure des flux touristiques intra-UEMOA en 2010**

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme	Bénin		3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	<b>14 529,3</b>
	Burkina	6 141,0		5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	<b>21 509,8</b>
	Côte d'Ivoire	13 265,2	8 775,5			5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	<b>40 436,4</b>
	Guinée-Bissau		849,0			948,1		2 625,6		<b>4 422,8</b>
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5		1 263,6	6 252,8	1 466,4	<b>19 235,0</b>
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4		4 602,5	1 142,5	<b>23 473,2</b>
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9		752,0	<b>17 863,5</b>
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4		<b>15 188,1</b>
	UEMOA	<b>29 008,7</b>	<b>20 345,5</b>	<b>32 378,8</b>	<b>1 344,8</b>	<b>21 332,4</b>	<b>6 040,2</b>	<b>30 683,7</b>	<b>15 524,2</b>	<b>156 658,2</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Les revenus des facteurs entre les pays de l'Union sont ressortis à 268,1 milliards, en hausse de 34,3%, du fait des revenus sur les investissements directs. Ceux-ci ont, en effet, augmenté de 48,5 milliards, en liaison essentiellement avec l'accroissement des bénéficiaires dans le secteur des télécommunications au Mali versés au Sénégal.

Les transferts courants intra-communautaires sont, pour leur part, évalués à 328,9 milliards contre 409,4 milliards en 2009. Cette évolution reflète principalement la baisse des transferts privés. En effet, selon les résultats des travaux de la Cellule de réconciliation, les transferts de fonds des travailleurs migrants dans l'Union se sont repliés en ressortant à 267,8 milliards en 2010 contre 312,1 milliards en 2009. La Côte d'Ivoire, avec 46,4% des flux émis, reste de loin le principal pourvoyeur de ces fonds dans la sous-région. Le Sénégal, le Mali et le Burkina sont les premiers récepteurs de fonds des travailleurs migrants dans l'Union, avec des parts respectives estimées à 23,4%, 22,4% et 17,2%. Hors envoi de fonds des travailleurs migrants, les transferts courants intra-communautaires sont ressortis à 61,1 milliards contre 97,3 milliards en 2009.

**Tableau 4 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010**

( en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis	Bénin		1 074,5	3 494,7	22,2	2 620,4	887,2	3 847,3	1 808,8	<b>13 755,0</b>
	Burkina	1 885,6		7 436,4	111,5	5 708,1	1 653,6	5 091,7	8 755,7	<b>30 642,6</b>
	Côte d'Ivoire	6 675,0	35 628,4		241,5	37 853,1	7 102,8	24 929,3	11 857,7	<b>124 287,7</b>
	Guinée-Bissau	31,0	47,2	433,8		375,8	106,0	2 423,7	426,3	<b>3 843,7</b>
	Mali	1 030,5	2 329,7	5 357,6	203,9		838,1	20 246,1	3 635,9	<b>33 641,8</b>
	Niger	1 393,4	1 092,9	1 254,3	547,7	1 802,1		1 823,7	3 213,4	<b>11 127,6</b>
	Sénégal	4 225,4	4 049,4	13 562,0	3 528,9	9 924,3	2 046,5		1 675,6	<b>39 012,0</b>
	Togo	890,0	1 842,9	1 982,6	62,4	1 654,9	709,9	4 366,4		<b>11 827,5</b>
	UEMOA	<b>16 130,9</b>	<b>46 064,9</b>	<b>33 521,3</b>	<b>4 718,1</b>	<b>59 938,6</b>	<b>13 344,0</b>	<b>62 728,2</b>	<b>31 373,4</b>	<b>267 819,6</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

### 3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES

**Les transactions intra-communautaires au titre du compte de capital et d'opérations financières se sont nettement accrues en 2010, en relation essentiellement avec l'évolution favorable des investissements de portefeuille et des autres investissements.**

Les flux recensés au niveau du compte de capital sont passés de 18,0 milliards en 2009 à 15,3 milliards en 2010, en liaison principalement avec la baisse des prêts projets inter-communautaires et des appuis reçus par les ONG de leurs Sièges régionaux pour des financements de projets.

Les flux nets d'investissements directs étrangers intra-UEMOA, comprenant les fonds propres et les autres créances et engagements, sont ressortis à 151,5 milliards, en hausse de 1,8% par rapport à 2009, du fait essentiellement de l'accroissement des engagements au titre des fonds propres. Les flux nets de ces ressources ont été évalués à 46,8 milliards en 2010, contre 34,4 milliards en 2009, dans le cadre des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la

réconciliation des échanges intra-UEMOA<sup>8</sup>. Cette évolution est essentiellement imputable aux réinvestissements de bénéfices effectués dans le secteur des télécommunications, où d'importantes prises de participations sont notées au niveau de la sous-région.

Les investissements de portefeuille entre les pays de l'Union ont cru de 1.575,3 milliards passant de 482,9 milliards en 2009 à 2.058,2 milliards en 2010. Cette évolution est due aux souscriptions par des résidents de l'Union à des titres publics émis par les Etats membres dont ils ne sont pas ressortissants. Ces titres publics ont concerné des bons et obligations du Trésor émis par le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal.

Les flux de capitaux au titre des autres investissements se sont accrus de 20,9% d'une année à l'autre, pour ressortir à 876,6 milliards. Cette évolution reflète le dynamisme des crédits commerciaux et des opérations interbancaires, au titre notamment des monnaies fiduciaires et dépôts, les prêts étant en baisse.

#### **Encadré 4 : L'évaluation des investissements directs étrangers intra-UEMOA.**

Les données sur les investissements directs étrangers sont collectées sur la base des formulaires complémentaires des investissements étrangers, administrés aux entreprises dans le cadre de l'enquête balance des paiements.

A cet égard, les travaux de réconciliation de ces données s'appuient sur les tableaux relatifs aux principaux points d'asymétrie relevés pour chaque pays qui permettent :

- de faire la comparaison des stocks d'engagements directs du pays concerné vis-à-vis de l'Union avec les déclarations des stocks de créances directes des autres Etats détenus sur ledit pays ;
- de relever les écarts entre les créances du pays concerné et les engagements des autres Etats de l'Union vis-à-vis de ce pays ;
- de présenter respectivement les variations d'encours (flux nets) des engagements et des créances entre le début et la fin de période. Ces flux nets sont évalués sur la base des encours réconciliés au niveau de chaque pays.

Pour la réconciliation des encours, la règle du maximum a été privilégiée. S'agissant des flux nets, ils sont calculés à partir des résultats de la réconciliation des encours de début et de fin de période. Cette approche permet d'assurer une cohérence entre les flux nets, présentés en balance des paiements, et les stocks, au niveau de la position extérieure globale.

La matrice obtenue sur la base des informations enregistrées fait ressortir un flux net d'IDE intra-communautaires évalué à 46,8 milliards en 2010 contre 34,4 milliards en 2009, soit une hausse de 36,0%. Cette évolution est essentiellement imputable aux réinvestissements de bénéfices effectués dans le secteur des télécommunications, où d'importantes prises de participations sont notées au niveau de la sous-région.

<sup>8</sup> Les travaux de réconciliation n'ont porté que sur les créances et engagements au titre des fonds propres des entreprises (Cf. Encadré 4).

## CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures dans les Etats membres de l'UEMOA est ressortie positive mais moins favorable qu'en 2009, nonobstant le contexte de sortie de crise financière et économique mondiale. Les échanges extérieurs de l'UEMOA se sont soldés par un excédent de 139,5 milliards, en retrait de 252,0 milliards par rapport au niveau de 2009. Cette régression qui résulte de l'aggravation du déficit des transactions courantes reflète la vulnérabilité des économies de l'Union aux chocs internes et externes.

Le commerce intra-UEMOA, bien qu'en progression en valeur, a vu sa part dans les échanges totaux baisser, du fait notamment de la progression plus rapide en valeur des biens échangés hors de l'Union, qui subissent l'influence directe de l'envolée des cours internationaux des produits de base (pétrole, céréales, coton, or...). Certes, les échanges de produits pétroliers raffinés ont été renforcés, reflétant l'effet atténuateur de choc de l'intégration, mais la forte hausse des acquisitions de biens, notamment de biens intermédiaires et d'équipement, peu échangés entre les pays de l'Union, a contribué à réduire le poids du commerce intra-régional.

L'occurrence de divers chocs aussi bien externes qu'internes, sur la période récente, montre l'importance de conduire les politiques structurelles visant à réduire l'exposition des économies de l'Union à ces facteurs.

La mise en œuvre de telles politiques s'avère d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel de la crise financière qui, outre son incidence prévisible sur les exportations de biens et services, fait peser des incertitudes sur la mobilisation des capitaux étrangers.

L'approfondissement du processus d'intégration économique et financière demeure un axe de politique majeur, en vue d'amortir l'impact des chocs et de consolider la position extérieure de l'Union.



## LISTE DES ANNEXES

### ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau A1 : Balance des paiements régionale 2010
- Tableau A2 : Evolution de la balance des paiements régionale entre 2006 et 2010
- Tableau A3.1 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.2 : Matrice des échanges globaux intra-communautaires en 2010
- Tableau A3.3 : Matrice des recettes touristiques intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.4 : Matrice des recettes touristiques intra-communautaires en 2010
- Tableau A3.5 : Matrice des envois de fonds travailleurs migrants intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.6 : Matrice des envois de fonds travailleurs migrants intra-communautaires en 2010
- Tableau A3.7 : Matrice des flux relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2009
- Tableau A3.8 : Matrice des flux relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2010
- Tableau A3.8.1 : Matrice des stocks en fin de période des investissements directs étrangers intra-communautaires en 2010
- Tableau A3.8.2 : Matrice des stocks en début de période des investissements directs étrangers intra-communautaires en 2010
- Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2010
- Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2010
- Tableau A5 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2004 et 2010

### ANNEXE 2 : RAPPEL DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

TABLEAU A1 : BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE 2010 (millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Net
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>12 409 355</b>	<b>14 086 149</b>	<b>-1 676 794</b>
<b>Biens</b>	<b>8 754 705</b>	<b>9 233 862</b>	<b>-479 157</b>
Marchandises générales	7 186 743	9 118 189	-1 931 446
Autres biens	1 567 962	115 673	1 452 289
<b>Services</b>	<b>1 332 807</b>	<b>3 237 080</b>	<b>-1 904 273</b>
Transports	199 593	1 832 366	-1 632 773
dont fret	44 219	1 566 633	-1 522 414
Voyages	452 300	290 701	161 599
Services des Administrations publiques	170 214	164 584	5 630
Autres services	510 700	949 429	-438 729
<b>Revenus</b>	<b>212 429</b>	<b>1 069 073</b>	<b>-856 644</b>
Revenus du travail	163 363	48 517	114 846
Revenus des investissements	49 066	1 020 556	-971 490
dont intérêts sur dette publique	1 491	220 943	-219 452
<b>Transferts courants</b>	<b>2 109 414</b>	<b>546 134</b>	<b>1 563 280</b>
Administrations publiques	673 440	64 397	609 043
Autres transferts	1 435 974	481 737	954 237
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>5 680 717</b>	<b>3 488 385</b>	<b>2 192 332</b>
<b>Transferts de capital</b>	<b>2 297 234</b>	<b>4 884</b>	<b>2 292 350</b>
Administrations publiques	2 174 295	0	2 174 295
Remises de dettes	1 656 145	0	1 656 145
Autres transferts	518 150	0	518 150
Autres secteurs (privés)	122 939	4 884	118 055
Actifs non financiers non produits	38	2 931	-2 893
<b>Investissements directs</b>	<b>1 323 540</b>	<b>238 211</b>	<b>1 085 329</b>
De l'économie à l'étranger	86 875	42 244	44 631
De l'étranger dans l'économie	1 236 665	195 967	1 040 698
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>52 588</b>	<b>38 372</b>	<b>14 216</b>
De l'économie à l'étranger	11 077	32 325	-21 248
De l'étranger dans l'économie	41 511	6 047	35 464
<b>Autres investissements</b>	<b>2 007 317</b>	<b>3 203 987</b>	<b>-1 196 670</b>
De l'économie à l'étranger	375 100	838 873	-463 773
Administrations publiques	4 134	3 710	424
Autres secteurs	370 966	835 163	-464 197
De l'étranger dans l'économie	1 632 217	2 365 114	-732 897
Administrations publiques	1 133 355	1 944 156	-810 801
Autres secteurs	498 862	420 958	77 904
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>1 799 413</b>	<b>391 700</b>	<b>1 407 713</b>
Rééchelonnement	154 300	0	154 300
Annulations de dettes	1 645 113	0	1 645 113
Variations des arriérés	0	391 700	-391 700
Autres	0	0	0
Erreurs et omissions nettes	-6 719	0	-6 719
<b>Solde global</b>	<b>18 090 072</b>	<b>17 581 253</b>	<b>508 818</b>
Ajustements d'écart (Non répartis, asymétries, autres)		369 339	-369 339
<b>Solde global Union (Après ajustement)</b>			<b>139 479</b>
Réévaluation	199 488		199 488
<b>VARIATIONS DES AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>		<b>338 967</b>	<b>-338 967</b>

Source : BCEAO



TABLEAU A2 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE (milliards FCFA)

LIBELLES	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Exportation FOB	6 164,2	5 757,2	6 771,7	7 036,4	8 754,7
Importation FOB	-6 148,6	-6 663,4	-8 112,9	-7 657,5	-9 233,9
Balance commerciale	15,6	-906,3	-1 341,2	-621,1	-479,2
Balance des services	-1 346,0	-1 373,1	-1 461,6	-1 455,2	-1 904,3
Crédit	1 022,3	1 180,5	1 255,7	1 089,4	1 332,8
Débit	-2 368,4	-2 553,6	-2 717,3	-2 544,6	-3 237,1
dont fret	-1 055,8	-1 121,7	-1 270,6	-1 201,9	-1 522,4
Balance des revenus	-567,4	-563,7	-594,7	-637,1	-856,6
dont intérêts sur la dette extérieure	-179,7	-171,4	-180,5	-181,2	-219,5
Balance des transferts courants	765,3	1 238,3	1 432,8	1 475,5	1 563,3
dont privés	446,3	766,8	934,0	721,2	954,2
Envois de fonds des travailleurs (crédit)	613,3	741,0	845,3	812,1	1 058,3
dont publics	319,0	471,5	498,8	754,3	609,0
<b>BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-1 132,6</b>	<b>-1 604,7</b>	<b>-1 964,7</b>	<b>-1 237,9</b>	<b>-1 676,8</b>
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 656,9</b>	<b>2 356,6</b>	<b>2 047,4</b>	<b>1 814,4</b>	<b>2 192,3</b>
Compte de capital	4 818,5	774,4	978,5	868,3	2 289,5
Dont remise de dette	4 265,7	33,6	265,3	80,5	1 656,1
Opérations financières	-3 161,7	1 582,2	1 068,9	946,1	-97,1
Investissements directs	410,1	698,5	666,1	980,5	1 085,3
Investissements de portefeuille	-5,7	36,9	-18,6	74,8	14,2
Autres investissements	-3 566,0	846,9	421,3	-109,2	-1 196,7
Publics	-3 460,6	452,8	94,2	195,7	-810,4
Amortissement de la dette	-4 375,1	-378,7	-1 069,3	-639,8	-1 944,2
Privés	-105,5	0,0	1 034,7	640,6	394,1
Financement exceptionnel (PM)	401,8	303,9	-5,8	-274,9	-237,4
- variation des arriérés	398,8	300,4	-202,5	-2 473,5	-391,7
- rééchelonnement	3,0	3,5	196,7	2 196,7	154,3
- autres	0,0	0,0	0,0	1,9	0,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	13,4	26,0	19,0	10,5	-6,7
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>537,7</b>	<b>777,9</b>	<b>101,6</b>	<b>586,9</b>	<b>508,8</b>
Autres ajustements d'écarts (Non répartis, asymétries, autres)	-41,9	-52,8	-38,0	-195,4	-369,3
<b>SOLDE GLOBAL UNION (Après Ajustement)</b>	<b>495,8</b>	<b>725,1</b>	<b>63,6</b>	<b>391,5</b>	<b>139,5</b>
Réévaluation	42,0	52,8	27,8	148,4	199,5
<b>VARIATIONS DES AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>-603,8</b>	<b>-792,7</b>	<b>-91,4</b>	<b>-539,6</b>	<b>-339,0</b>
<b>RATIOS CARACTERISTIQUES</b>					
Taux de couverture des importations de biens par les exportations (%)	100,3	86,4	83,5	91,9	94,8
Degré d'ouverture (%)	48,0	45,5	48,8	45,1	51,7
Balance courante hors dons	-1 478,2	-2 086,7	-2 482,9	-2 006,2	-2 350,2
Balance courante hors dons rapporté au PIB (%)	-5,8	-7,6	-8,1	-6,2	-6,8
Balance courante rapporté au PIB (%)	-4,4	-5,9	-6,4	-3,8	-4,8
Solde global rapporté au PIB (%)	2,1	2,8	0,3	1,8	1,5
PIB	25 673,3	27 316,9	30 476,4	32 604,7	34 793,0
Réserves de change (AEB)	4 013,4	4 795,6	5 053,7	6 225,9	6 770,8
Importations de biens et services	8 516,9	9 217,0	10 830,2	10 202,1	12 470,9
Couverture des importations par les réserves (mois)	5,2	5,3	5,9	6,0	6,2

Source : BCEAO

Tableau A3.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2009

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 171,0	19 484,6	2 828,6	55 160,4	40 201,8	14 535,3	48 419,3	<b>188 800,9</b>
	Burkina	8 725,2		15 735,1	22,9	31 809,4	15 563,2	2 419,7	3 032,5	<b>77 307,9</b>
	Côte d'Ivoire	55 391,5	214 854,8		3 292,2	129 596,7	36 045,8	75 291,1	78 559,1	<b>593 031,2</b>
	Guinée-Bissau	0,2	23,6	198,7		451,6		15 451,9		<b>16 126,0</b>
	Mali	17 531,3	15 326,7	20 152,0	1 790,6		8 789,6	36 555,1	12 746,5	<b>112 891,8</b>
	Niger	17 137,1	5 903,9	1 555,3	374,7	4 145,0		990,2	7 005,7	<b>37 112,0</b>
	Sénégal	13 141,4	10 917,1	26 567,4	28 721,2	157 079,2	4 751,3		7 341,8	<b>248 519,5</b>
	Togo	97 330,0	45 601,0	14 178,7	2 270,9	19 809,1	27 006,5	5 929,6		<b>212 125,8</b>
	UEMOA	<b>209 256,7</b>	<b>300 798,1</b>	<b>97 871,9</b>	<b>39 301,2</b>	<b>398 051,5</b>	<b>132 358,1</b>	<b>151 172,9</b>	<b>157 104,8</b>	<b>1 485 915,2</b>

Tableau A3.2 : Matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		7 129,3	14 378,6	1 003,1	96 081,8	14 561,1	15 710,8	61 690,9	<b>210 555,6</b>
	Burkina	6 818,6		13 866,6	606,8	20 030,8	13 776,9	2 739,2	5 498,9	<b>63 337,8</b>
	Côte d'Ivoire	46 980,9	215 335,2		1 499,4	122 494,1	29 934,1	30 426,1	72 273,2	<b>518 943,0</b>
	Guinée-Bissau					5 571,4		16 458,4		<b>22 029,8</b>
	Mali	13 237,8	20 679,0	22 464,6	2 041,6		6 533,0	31 681,7	11 489,5	<b>108 127,1</b>
	Niger	7 256,9	9 993,4	5 882,7	275,5	5 002,4		3 765,3	4 469,9	<b>36 646,0</b>
	Sénégal	11 487,4	22 501,4	43 660,6	32 643,9	254 480,9	5 039,8		9 602,2	<b>379 416,2</b>
	Togo	110 262,0	48 073,7	24 797,6	1 870,4	26 001,5	31 133,1	13 130,4		<b>255 268,7</b>
	UEMOA	<b>196 043,6</b>	<b>323 712,0</b>	<b>125 050,7</b>	<b>39 940,6</b>	<b>529 662,9</b>	<b>100 978,0</b>	<b>113 911,8</b>	<b>165 024,5</b>	<b>1 594 324,1</b>

Tableau A3.3 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2009

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 582,0	2 427,0		893,2	2 587,0	3 253,9	4 825,0	<b>18 568,1</b>
	Burkina	5 945,0		3 980,0		1 868,7	1 098,1	3 549,8	1 801,0	<b>18 242,6</b>
	Côte d'Ivoire	9 695,0	4 863,3			3 532,5	405,7	5 916,3	2 140,0	<b>26 552,7</b>
	Guinée-Bissau		749,2			68,9		2 662,3		<b>3 480,4</b>
	Mali	1 421,5	1 968,2	7 073,0	113,4		849,9	5 028,8	1 843,5	<b>18 298,4</b>
	Niger	1 494,2	783,8	579,6		889,3		4 437,2	1 270,6	<b>9 454,8</b>
	Sénégal	2 174,9	1 709,5	2 390,9	1 208,3	5 480,2	1 812,4		725,0	<b>15 501,1</b>
	Togo	4 824,9	1 446,7	2 605,4		705,0	247,8	4 733,0		<b>14 562,8</b>
	UEMOA	<b>25 555,5</b>	<b>16 102,8</b>	<b>19 055,9</b>	<b>1 321,7</b>	<b>13 437,8</b>	<b>7 000,9</b>	<b>29 581,3</b>	<b>12 605,1</b>	<b>124 660,9</b>

Tableau A3.4 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	14 529,3
	Burkina	6 141,0		5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	21 509,8
	Côte d'Ivoire	13 265,2	8 775,5			5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	40 436,4
	Guinée-Bissau		849,0			948,1		2 625,6		4 422,8
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5		1 263,6	6 252,8	1 466,4	19 235,0
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4		4 602,5	1 142,5	23 473,2
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9		752,0	17 863,5
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4		15 188,1
	UEMOA	29 008,7	20 345,5	32 378,8	1 344,8	21 332,4	6 040,2	30 683,7	15 524,2	156 658,2

Tableau A3.5 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2009

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 612,0	8 139,4	53,9	2 744,1	1 579,3	3 025,0	1 245,2	18 399,0
	Burkina	1 793,7		20 970,0	98,1	6 260,4	1 201,8	4 235,6	10 010,1	44 569,8
	Côte d'Ivoire	6 349,7	52 355,0		378,4	31 727,4	3 050,1	25 061,4	16 456,4	135 378,5
	Guinée-Bissau	29,5	15,0	279,4		390,9	83,0	2 229,1	408,6	3 435,4
	Mali	980,3	4 702,5	11 890,2	135,1		816,4	18 084,6	2 802,1	39 411,0
	Niger	1 325,5	1 158,7	2 676,1	315,9	1 634,1		6 227,2	1 630,0	14 967,5
	Sénégal	1 293,5	1 788,7	10 862,5	1 626,0	15 921,9	2 487,7		6 125,1	40 105,4
	Togo	846,6	1 858,0	4 335,0	39,8	2 143,2	702,1	5 896,2		15 821,0
	UEMOA	12 618,8	63 490,0	59 152,6	2 647,1	60 822,1	9 920,4	64 759,0	38 677,5	312 087,6

Tableau A3.6 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 074,5	3 494,7	22,2	2 620,4	887,2	3 847,3	1 808,8	13 755,0
	Burkina	1 885,6		7 436,4	111,5	5 708,1	1 653,6	5 091,7	8 755,7	30 642,6
	Côte d'Ivoire	6 675,0	35 628,4		241,5	37 853,1	7 102,8	24 929,3	11 857,7	124 287,7
	Guinée-Bissau	31,0	47,2	433,8		375,8	106,0	2 423,7	426,3	3 843,7
	Mali	1 030,5	2 329,7	5 357,6	203,9		838,1	20 246,1	3 635,9	33 641,8
	Niger	1 393,4	1 092,9	1 254,3	547,7	1 802,1		1 823,7	3 213,4	11 127,6
	Sénégal	4 225,4	4 049,4	13 562,0	3 528,9	9 924,3	2 046,5		1 675,6	39 012,0
	Togo	890,0	1 842,9	1 982,6	62,4	1 654,9	709,9	4 366,4		11 827,5
	UEMOA	16 130,9	46 064,9	33 521,3	4 718,1	59 938,6	13 344,0	62 728,2	31 373,4	267 819,6

Tableau A3.7 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2009

( en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		332,4	-1 334,9	0,0	0,6	15,5	518,9	2 258,6	1 791,2
	Burkina	0,0		288,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	288,8
	Côte d'Ivoire	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	-1 206,8	7 570,5	6 363,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2,5		65,5	0,0	-49,6	1 188,9	1 207,3
	Mali	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	12 722,8	280,8	13 003,6
	Niger	0,0	24,0	379,3	0,0	0,0		-50,0	3 196,8	3 550,0
	Sénégal	-3,0	0,0	1 319,4	0,0	0,0	0,0		265,6	1 582,0
	Togo	6 467,9	470,3	-434,3	0,0	0,0	-8,0	81,2		6 577,0
	UEMOA	6 464,9	826,7	220,7	0,0	66,1	7,5	12 016,5	14 761,2	34 363,6

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Tableau A3.8 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaire en 2010

( en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		0,0	3 326,3	0,0	22,2	-1 435,6	452,7	5 612,8	7 978,5
	Burkina	193,0		202,0	0,0	24,3	1 877,7	19,2	487,4	2 803,5
	Côte d'Ivoire	2,6	0,0		0,0	0,0	0,0	127,7	34,0	164,3
	Guinée-Bissau	64,2	0,0	19,7		2 122,4	0,0	4 129,3	1 929,4	8 264,9
	Mali	2 150,8	-3,2	-72,6	0,0		0,0	12 842,9	223,6	15 141,5
	Niger	1,0	57,0	-4 550,3	0,0	2 077,1		0,2	3 464,6	1 049,6
	Sénégal	372,8	208,1	4 254,1	0,0	0,0	0,0		616,2	5 451,2
	Togo	-64,8	-36,1	5 568,8	0,0	-0,7	1,0	434,1		5 902,3
	UEMOA	2 719,5	225,8	8 748,0	0,0	4 245,3	443,1	18 006,1	12 368,0	46 755,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

**Tableau A3.8.1** : Matrice des stocks en fin de période relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2010

( en millions de FCFA)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		62 558,0	28 274,9	0,0	101,9	6 095,0	3 657,9	37 034,1	<b>137 721,8</b>
	Burkina	694,7		3 197,0	0,0	99,5	1 877,7	19,2	12 308,5	<b>18 196,6</b>
	Côte d'Ivoire	66,4	90,0		0,0	0,0	0,0	1 880,3	463,0	<b>2 499,7</b>
	Guinée-Bissau	106,2	0,0	260,5		3 941,7	1 999,8	13 669,3	5 223,8	<b>25 201,3</b>
	Mali	15 869,2	61,7	880,9	0,0		0,0	93 874,2	12 866,7	<b>123 552,7</b>
	Niger	2,4	182,1	0,0	0,0	3 673,1		4,2	11 876,9	<b>15 738,7</b>
	Sénégal	687,0	322,5	9 606,1	0,0	0,0	0,0		11 526,9	<b>22 142,4</b>
	Togo	22 315,8	6 211,9	13 948,2	0,0	5,8	1 030,0	1 013,3		<b>44 525,0</b>
	UEMOA	<b>39 741,6</b>	<b>69 426,1</b>	<b>56 167,6</b>	<b>0,0</b>	<b>7 822,1</b>	<b>11 002,5</b>	<b>114 118,3</b>	<b>91 299,9</b>	<b>389 578,1</b>

**Tableau A3.8.2** : Matrice des stocks de début de période relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2009

( en millions de FCFA)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		62 558,0	24 948,6	0,0	79,7	7 530,6	3 205,2	31 421,2	<b>129 743,3</b>
	Burkina	501,7		2 995,0	0,0	75,2	0,0	0,0	11 821,1	<b>15 393,0</b>
	Côte d'Ivoire	63,8	90,0		0,0	0,0	0,0	1 752,6	429,0	<b>2 335,4</b>
	Guinée-Bissau	41,9	0,0	240,8		1 819,4	1 999,8	9 540,0	3 294,4	<b>16 936,3</b>
	Mali	13 718,5	64,8	953,5	0,0		0,0	81 031,3	12 643,2	<b>108 411,2</b>
	Niger	1,4	125,1	4 550,3	0,0	1 596,0		4,0	8 412,3	<b>14 689,1</b>
	Sénégal	314,2	114,4	5 351,9	0,0	0,0	0,0		10 910,6	<b>16 691,2</b>
	Togo	22 380,6	6 247,9	8 379,4	0,0	6,6	1 029,0	579,2		<b>38 622,8</b>
	UEMOA	<b>37 022,2</b>	<b>69 200,3</b>	<b>47 419,7</b>	<b>0,0</b>	<b>3 576,8</b>	<b>10 559,4</b>	<b>96 112,3</b>	<b>78 931,8</b>	<b>342 822,3</b>

Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2010 (en millions FCFA)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles minéraux, huiles minérales (produits pétroliers & électricité)	105 491,0	13 184,0	203 144,8	374,9	4,2	1 791,1	129 415,4	63 983,5	517 388,9
Cacao et ses préparations	860,8	5 456,6	125 643,0	0,0	0,0	0,0	844,9	2 200,2	135 005,5
Graisses et huiles animales ou végétales	7,3	0,0	36 017,8	0,0	77,5	0,0	37 883,5	0,0	73 986,0
Animaux vivants	0,0	4 132,2	18,0	0,0	20 354,6	9 591,1	18 676,1	8 256,0	61 027,9
Café, thé, maté et épices	18,7	214,7	52 589,4	0,0	85,5	0,3	55,5	7 258,0	60 222,1
Ouvrages en fonte, fer ou acier	860,7	179,9	11,2	0,0	8 067,2	0,0	42 568,0	1 006,8	52 693,8
Préparations alimentaires diverses	1 926,2	6 131,4	4 650,8	0,0	1 340,5	0,5	603,3	36 521,0	51 173,7
Céréales	2 752,4	9 615,3	191,9	0,0	14 185,8	0,0	383,6	23 547,0	50 676,0
Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	0,0	7,3	6 245,0	0,0	4 875,9	0,0	15 423,0	0,0	26 551,2
Coton	7 414,3	0,0	4 056,0	0,0	3 512,0	0,0	0,0	7 638,3	22 620,6
Fonte, fer et acier	1 751,1	2 953,0	259,7	0,0	3 052,7	0,0	12 756,0	748,1	21 520,6
Engrais	19,3	6 940,2	172,0	0,0	2 639,5	0,3	548,2	382,8	10 702,3
Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	71,1	1 123,2	7 780,7	194,8	0,0	0,0	12,3	661,2	9 843,3
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	1 728,5	56,4	3 430,2	14,5	1 684,7	995,0	117,3	747,6	8 774,2
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	0,3	0,3	5 746,7	0,0	0,6	0,3	2,6	5,1	5 755,9
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	70,3	276,4	2 025,9	0,0	540,2	0,0	781,3	1 730,8	5 424,8
Autres produits	751,5	5 158,6	60 611,0	44,1	1 646,0	116,9	111 278,3	77 012,9	256 619,2
<b>Tota exportations (officielles)</b>	<b>123 723,4</b>	<b>55 429,7</b>	<b>512 594,0</b>	<b>628,3</b>	<b>62 066,8</b>	<b>12 495,4</b>	<b>371 349,2</b>	<b>231 699,3</b>	<b>1 369 986,1</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2010 (en %)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles minéraux, huiles minérales (produits pétroliers & électricité)	85,3	23,8	39,6	59,7	0,0	14,3	34,9	27,6	37,8
Cacao et ses préparations	0,7	9,8	24,5	0,0	0,0	0,0	0,2	0,9	9,9
Graisses et huiles animales ou végétales	0,0	0,0	7,0	0,0	0,1	0,0	10,2	0,0	5,4
Animaux vivants	0,0	7,5	0,0	0,0	32,8	76,8	5,0	3,6	4,5
Café, thé, maté et épices	0,0	0,4	10,3	0,0	0,1	0,0	0,0	3,1	4,4
Ouvrages en fonte, fer ou acier	0,7	0,3	0,0	0,0	13,0	0,0	11,5	0,4	3,8
Préparations alimentaires diverses	1,6	11,1	0,9	0,0	2,2	0,0	0,2	15,8	3,7
Céréales	2,2	17,3	0,0	0,0	22,9	0,0	0,1	10,2	3,7
Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	0,0	0,0	1,2	0,0	7,9	0,0	4,2	0,0	1,9
Coton	6,0	0,0	0,8	0,0	5,7	0,0	0,0	3,3	1,7
Fonte, fer et acier	1,4	5,3	0,1	0,0	4,9	0,0	3,4	0,3	1,6
Engrais	0,0	12,5	0,0	0,0	4,3	0,0	0,1	0,2	0,8
Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	0,1	2,0	1,5	31,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,7
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	1,4	0,1	0,7	2,3	2,7	8,0	0,0	0,3	0,6
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	0,1	0,5	0,4	0,0	0,9	0,0	0,2	0,7	0,4
Autres produits	0,6	9,3	11,8	7,0	2,7	0,9	30,0	33,2	18,7
<b>Tota exportations (officielles)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

TABLEAU A5 : EVOLUTION DU POIDS DU COMMERCE INTRA-UEMOA ENTRE 2004 ET 2010 (en %)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BENIN	<i>Part dans les exportations (1)</i>	53,0	59,9	47,8	28,7	29,9	32,6	32,4
	<i>Part dans les importations (2)</i>	24,8	32,5	32,2	21,8	22,5	25,5	23,3
	<i>Part dans les échanges totaux de biens (3)</i>	36,2	43,5	38,7	24,6	25,5	28,5	27,3
BURKINA	<i>Part dans les exportations</i>	29,7	32,2	18,0	35,8	25,9	18,2	8,8
	<i>Part dans les importations</i>	41,4	45,6	40,6	48,0	37,2	46,1	37,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	37,5	41,4	32,6	43,9	33,8	35,1	24,5
COTE D'IVOIRE	<i>Part dans les exportations</i>	10,2	11,5	11,2	13,0	13,3	11,1	9,3
	<i>Part dans les importations</i>	3,0	2,5	4,0	4,9	3,6	2,9	3,3
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	7,4	7,8	8,4	9,7	9,4	7,9	6,9
GUINEE-BISSAU	<i>Part dans les exportations</i>	5,8	4,7	24,2	26,3	17,4	28,1	35,1
	<i>Part dans les importations</i>	59,3	61,9	56,3	58,8	41,7	41,1	41,0
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	33,7	35,7	44,5	46,1	32,2	36,2	38,7
MALI	<i>Part dans les exportations</i>	7,6	5,6	8,1	10,1	13,0	13,5	11,1
	<i>Part dans les importations</i>	54,7	56,2	54,4	48,1	37,3	42,4	46,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	32,5	32,5	30,7	30,7	26,8	28,8	30,4
NIGER	<i>Part dans les exportations</i>	3,9	6,3	8,1	9,4	9,5	7,9	7,2
	<i>Part dans les importations</i>	39,9	42,5	30,3	25,7	22,2	15,6	11,4
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	24,6	28,6	21,3	18,8	17,1	12,9	9,9
SENEGAL	<i>Part dans les exportations</i>	24,2	26,6	29,8	37,0	32,1	25,1	34,9
	<i>Part dans les importations</i>	6,1	5,8	6,5	7,9	7,2	7,8	5,5
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	13,0	13,1	14,2	16,2	14,2	13,6	15,7
TOGO	<i>Part dans les exportations</i>	52,9	57,0	56,3	71,4	47,2	49,7	57,9
	<i>Part dans les importations</i>	19,1	11,7	16,3	20,2	27,9	25,3	25,4
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	33,1	28,0	31,5	40,0	35,6	35,3	38,6
UEMOA	<b><i>Part dans les exportations</i></b>	<b>16,6</b>	<b>18,0</b>	<b>17,5</b>	<b>20,0</b>	<b>18,5</b>	<b>16,3</b>	<b>15,9</b>
	<b><i>Part dans les importations</i></b>	<b>17,2</b>	<b>17,1</b>	<b>17,5</b>	<b>17,8</b>	<b>15,8</b>	<b>16,0</b>	<b>15,4</b>
	<b><i>Part dans les échanges totaux de biens</i></b>	<b>16,9</b>	<b>17,5</b>	<b>17,5</b>	<b>18,8</b>	<b>17,1</b>	<b>16,1</b>	<b>15,7</b>
	<b><i>Part ajustée dans les échanges totaux de biens (4)</i></b>	<b>18,8</b>	<b>20,1</b>	<b>21,1</b>	<b>22,0</b>	<b>20,6</b>	<b>19,3</b>	<b>18,6</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

(1) : Part des exportations intra-UEMOA sur les exportations totales

(2) : Part des importations intra-UEMOA sur les importations totales

(3) : Somme des exportations et des importations intra-UEMOA rapportée au total des échanges de biens du pays

(4) : Cet ajustement est fait en excluant du total des exportations les transactions sur les produits miniers (pétrole brut, or, uranium) qui concernent exclusivement les échanges extra-UEMOA



## ANNEXE 2 : RAPPEL DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs présentés sont établis selon les principes de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBDP), publiée par le FMI en mai 1993.

Les composantes types de la balance des paiements sont réparties en deux grandes catégories, à savoir le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

### 1. Compte des transactions courantes

Sont incluses dans le compte des transactions courantes, toutes les transactions portant sur des valeurs économiques (autres que des actifs financiers) entre entités résidentes et non-résidentes. Les contreparties des valeurs économiques courantes qui sont fournies ou acquises sans réciprocité y sont également inscrites. Les grandes subdivisions (postes) sont les biens, les services, les revenus des facteurs et les transferts courants.

– Les biens sont classés en 5 catégories distinctes qui présentent un intérêt analytique différent :

- . Marchandises générales ;
- . Biens importés ou exportés pour transformation ;
- . Réparation de biens ;
- . Achats de biens dans les ports par les transporteurs ;
- . Or non monétaire.

– Les services sont répartis en 11 postes :

- . Transports ;
- . Voyages ;
- . Services de communication ;
- . Services de bâtiment et travaux publics ;
- . Services d'assurance ;
- . Services financiers ;
- . Services d'informatique et d'information ;
- . Redevances et droits de licence ;
- . Autres services aux entreprises ;
- . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ;
- . Services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Non compris ailleurs

– Les revenus des facteurs sont définis comme étant la rémunération des facteurs de production. Ce poste englobe la rémunération des salariés sous toutes ses formes, ainsi que le revenu des investissements. La rubrique "revenu des investissements" enregistre les revenus que les entités résidentes retirent de la propriété d'avoirs financiers étrangers et vice-versa. Elle se subdivise en 3 catégories :

- . revenu des investissements directs ;
- . revenu des investissements de portefeuille ;
- . revenu des autres investissements.

– Les transferts courants se répartissent en deux catégories sectorielles : les administrations publiques et les autres secteurs. Ceux des administrations publiques comprennent les aides non remboursables en espèces ou en nature reçues des autres administrations publiques ou des organisations internationales. Les transferts courants privés sont essentiellement constitués des envois de fonds des travailleurs et des dons des ONG. Les transferts courants, contrairement à toutes les précédentes éditions du Manuel de la balance des paiements, sont distingués des transferts de capital inclus dans le compte de capital.

## **2. Compte de capital et d'opérations financières**

Il a deux principales composantes :

- le compte de capital ;
- le compte d'opérations financières.

Le compte de capital regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

Les principales composantes du compte d'opérations financières sont :

- les investissements directs qui comprennent les opérations financières effectuées par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable tel la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient dans cette optique au moins 10% des actions ou des droits de vote. Ils sont constitués des nouveaux investissements en capital (nouvelles souscriptions ou variations de capital), des bénéfices réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les réserves (moins de 10% des actions).
- les autres investissements, constitués d'une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements directs, les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, la monnaie fiduciaire et les dépôts ;

- les avoirs de réserve, constitués d'avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des autorités monétaires et qui permettent à celles-ci de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

Pour les besoins de l'analyse, la balance des paiements est aussi présentée selon l'optique de la BCEAO. Dans cette présentation, il est établi un solde global résultant des transactions courantes et de capital, ainsi que des opérations financières concernant les secteurs autres que la Banque Centrale et les banques. Les investissements de portefeuille et les autres investissements de la Banque Centrale et des banques, ainsi que les avoirs de réserve sont regroupés dans les avoirs et engagements extérieurs en dessous de la ligne du solde global, dont ils constituent la contrepartie.





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)